



© EPER/Marc Lee Steed



2024

PROJETS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
DES ŒUVRES PROTESTANTES SUISSES

ANIMATRICES ET ANIMATEURS TERRE NOUVELLE

Berne-Jura-Soleure

RefBeJuSo
Daniel Chèvre
Route de Porrentruy 4
2942 Alle
Tél. 079 256 97 23
terrenouvelle@synode-jurassien.ch

Fribourg

EERF
Prehlstrasse 11
3280 Murten
Tél. 026 670 45 40
info@ref-fr.ch

Genève

EPG
Espoir Adadzi
Service Terre Nouvelle
Case postale 230
1211 Genève 8
Tél. 022 552 42 31
espoir.adadzi@protestant.ch

Neuchâtel

EREN
Yvena Garraud Thomas
Faubourg de l'Hôpital 24
2001 Neuchâtel
Tél. 079 273 12 87
yvena.garraudthomas@eren.ch

Valais

EREV
Gwendoline Noël-Reguin
Paroisse protestante des 2-Rives
Chemin de la Tuilerie 3
1890 Saint-Maurice
Tél. 024 485 12 63
gwendoline.noel@erev.ch

Vaud

EERV
Marie Cénec
Chemin des Cèdres 7
Case postale 6023
1002 Lausanne
Tél. 021 641 03 11
marie.cenec@eerv.ch

TEMPS DE CAMPAGNE ET OFFRANDES

Chacune des œuvres Terre Nouvelle a des temps de collecte spécifiques dans les paroisses :

Dernier dimanche de janvier	Dimanche missionnaire	DM
Mercredi des Cendres à Pâques	Campagne œcuménique	Entraide Protestante Suisse (EPER)
3 ^e dimanche de juin	Dimanche des réfugié-e-s	Entraide Protestante Suisse (EPER)
3 ^e dimanche de septembre	Offrande du Jeûne fédéral	Entraide Protestante Suisse (EPER)
Octobre – novembre	Campagne d'automne	DM
Novembre – décembre	Campagne nationale	Entraide Protestante Suisse (EPER)
Décembre	Appel de Noël	DM et Entraide Protestante Suisse (EPER)

Merci de tenir compte de ces temps de campagne.

Des descriptifs plus détaillés des programmes et projets figurant p. 45-55 sont disponibles en allemand dans le « Projektheft » (cahier de projets). Le cahier de projets en français se trouve en ligne sur : www.eper.ch/cahier-de-projets

Impressum

Édition: Entraide Protestante Suisse

Rédaction: Hülya Karatay, EPER

Traduction: Anne-Cécile Biron
et Camille Ducros, EPER

Graphisme: Karin Hutter, Fundtastic,
Zurich

Impression: Cavelti AG, Gossau



Toutes les organisations dans ce cahier de projets sont certifiées Zewo.

OÙ TROUVER QUOI ?

Une mission – deux œuvres 4
Informations importantes 5
Campagne œcuménique 2024 6

Projets classés par œuvres

Entraide Protestante Suisse (EPER) 8
DM 34
Mission 21 45
Armée du Salut 49
Frieda – L'ONG féministe pour la paix
(anciennement cfd) 50
Connexio develop 51
Horyzon 52
Mission Évangélique Braille (MEB) 53
Service de Missions et d'Entraide
(SME) 54
Croix-Bleue Internationale (IBC) 55
TearFund 55

Projets classés par pays

Arménie 16, 33
Bangladesh 9, 13, 15, 17
Bénin 40, 53
Bolivie 45, 51
Brésil 15, 18
Burkina Faso 53
Burundi 53
Cambodge 26
Cameroun 7, 10, 11, 38, 39, 48, 53
Chili 45
Chine/Hong Kong 46, 47
Colombie 19, 52
Congo (République démocratique et
République du Congo) 13, 20, 22,
38, 39, 48, 49, 51, 53
Costa Rica 45
Cuba 41
Égypte 43

Éthiopie 7, 21
Géorgie 16, 33
Guatemala 22
Haïti 23, 49, 52
Honduras 10, 11, 15, 24
Hongrie 12, 25, 31, 33
Île Maurice 41, 42
Indonésie 9, 10, 46, 47
Irak 43
Iran 43
Italie 33
Kosovo 13, 25, 33
Laos 54
Liban 32, 43
Libéria 10
Madagascar 41, 42
Malaisie 10, 46, 47
Malawi 55
Mali 11
Maroc 43, 50
Mexique 41
Mozambique 38
Népal 54
Niger 27
Nigéria 48
Ouganda 12, 52, 55
Palestine/Israël 12, 28, 48, 50, 52
Pérou 45
Roumanie 13, 25, 30, 31, 33
Rwanda 38, 39
Sénégal 29
Serbie 25, 33
Sierra Leone 10
Slovaquie 31, 33
Soudan du Sud 48
Suisse 12, 13, 15, 37, 42
Syrie 32, 43
Tanzanie 47, 55
Tchad 55
Togo 40, 44
Ukraine 30, 31, 33
Zambie 49

Projets régionaux et continentaux

Afrique 10, 38, 39, 40, 44, 48, 53, 55
Amérique latine 11, 41, 45
Asie 46
Europe 30, 33, 44
Mékong 26
Monde 9, 10, 44, 48
Moyen-Orient 32, 43
Océan Indien 41, 42

Projets thématiques et campagnes

Agroécologie 11, 35
Asile et migration 12
Ciné-lunchs et campagne nationale
2024 14
DM – campagne 2024 34
Échange de personnes 36
Éducation 35
Campagne œcuménique 2024 6, 7
Campagne suisse de l'EPER et Dimanche
des réfugié-e-s 2024 13
Centrale de Littérature Chrétienne
Francophone (CLCF) 44
Collaboration avec les Églises 30, 31, 32,
42, 44
Communauté d'Églises en mission
(Cevaa) 44
Droit à la terre et à l'alimentation 10, 11
Inclusion 12, 13
Justice climatique 6, 9
Offres pour les paroisses 37
Offrir son aide! 15
Partenariats œcuméniques 22
Prévention des dépendances 55
Professionals Exposure Program (PEP!) 48
SECAAR 44
Théologie 35

« SEULE, JE NE PEUX PAS CHANGER LE MONDE, MAIS JE PEUX
JETER UNE PIERRE DANS L'EAU ET CRÉER DE NOMBREUSES ONDULATIONS. »
Mère Teresa, religieuse indienne et missionnaire, 1910–1997

UNE MISSION – DEUX ŒUVRES

Il y a plus de 50 ans, les Églises réformées de Suisse fondaient leurs œuvres de développement, d'entraide et de mission. Parmi ces dernières, certaines existent depuis plus de 200 ans. La collaboration porte ses fruits jusqu'à ce jour, et permet la réalisation de nombreux projets et

programmes à travers le monde. La liste ci-après indique les thèmes prioritaires des différentes œuvres et leur complémentarité. Leur travail ne serait pas possible sans le précieux soutien des paroisses et de leurs membres. Grâce aux événements Terre Nouvelle, aux soupes solidaires,

aux ventes de roses, ainsi qu'aux collectes et autres actions qu'ils organisent, les paroissiennes et les paroissiens contribuent aux projets et s'engagent contre la faim et la misère et pour davantage de justice.

Merci de tout cœur pour votre participation !



L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE (EPER)

L'œuvre d'entraide

- aide au développement et aide humanitaire en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est;
- travail de politique de développement et de politique sociale pour un changement systémique;
- soutien au travail diaconal des Églises d'Europe de l'Est et du Proche-Orient;
- intégration sociale et égalité des droits pour les personnes défavorisées en Suisse;
- thèmes prioritaires : justice climatique, droit à la terre et à l'alimentation, asile et migration, inclusion.

Temps forts de collecte

Campagne œcuménique du mercredi des Cendres à Pâques, collecte pour les réfugié-e-s en juin, campagne nationale et appel de Noël en novembre et en décembre.



DM

L'œuvre de mission

- partenariat et collaboration avec des Églises et des organisations partenaires en Afrique, en Amérique latine, dans l'océan Indien, au Moyen-Orient et en Suisse;
- coopération par l'échange de personnes et soutien à des projets;
- communauté internationale d'apprentissage et participation à l'Église universelle;
- axes thématiques : agroécologie, éducation, théologie : foi et dynamique communautaire, bonne gouvernance, égalité des genres, interculturalité et dialogue.

Temps forts de collecte

Dimanche missionnaire fin janvier, campagne du 1^{er} octobre au 30 novembre, appel de Noël en décembre.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Comment soutenir les projets ?

Depuis la simplification des flux financiers entre les œuvres protestantes suisses en 2021, les paroisses sont invitées à verser les fonds destinés aux projets et aux programmes directement aux organisations concernées. Les coordonnées bancaires de chaque œuvre sont indiquées dans le cahier de projets.

Afin de faciliter la planification du financement des projets et des programmes, nous vous prions de bien vouloir communiquer à l'œuvre concernée le nom du projet ainsi que le montant correspondant. En outre, vous aiderez les différentes œuvres d'entraide à unir leurs forces si vous soutenez chaque organisation durant ses temps de collecte spécifiques.

Vous trouverez dans le cahier de projets des informations sur ces périodes ainsi que les coordonnées des organisations. En cas de doute ou de questions, vous pouvez contacter directement l'œuvre concernée.

Financement des projets pendant la Campagne œcuménique

La Campagne œcuménique est une tradition de longue date. Elle offre aux paroisses la possibilité d'effectuer une collecte pour toutes les œuvres présentées dans le cahier de projets.

Vous pouvez par exemple réaliser des collectes pour d'autres œuvres que l'EPER. Il vous suffit de mettre une facture QR de l'œuvre concernée dans le calendrier de carême et de l'envoyer. Les différentes œuvres se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Indication importante: si une collecte est effectuée pour des organisations qui ne figurent pas dans ce cahier de projets, elle ne peut être menée au nom de la Campagne œcuménique. Nous vous prions de bien vouloir tenir compte de cette règle.

Faire un don grâce à la facture QR

En septembre 2022, les bulletins de versement rouges et oranges ont été remplacés par des factures QR. Cette évolution a permis une simplification des paiements: il vous suffit d'indiquer le montant souhaité dans le champ concerné. Les versements peuvent toujours être effectués au guichet de la Poste ou par ordre de paiement. Si vous souhaitez payer par e-banking, vous pouvez lire le code QR avec votre lecteur QR ou simplement saisir l'IBAN et le numéro de référence.





La campagne se déroulera du 14 février au dimanche de Pâques, le 31 mars 2024.



Dans les pays du Sud, plusieurs millions de personnes vivent dans des conditions de plus en plus précaires, notamment car les sécheresses persistantes détruisent les récoltes et obligent les habitant·es à fuir. Les répercussions dramatiques de la crise climatique, comme celles-ci, sont nombreuses. Le réchauffement planétaire ne doit pas dépasser 1,5°C. En effet, une augmentation de 1,6°C entraînerait déjà une élévation du niveau de la mer de 30 cm. Une hausse de 2°C générerait quant à elle une diminution de trois millions de tonnes des réserves de poissons ainsi que des pertes de récoltes pouvant aller jusqu'à 7%. Les pays qui ont le plus contribué au réchauffement climatique doivent enfin assumer leurs responsabilités.

Le slogan de la Campagne œcuménique 2024 trouve un écho parfait pendant le carême: « Moins, c'est plus ». Nos gestes exercent une influence non seulement sur nous-mêmes, nos proches et notre environnement, mais aussi sur le climat et les conditions de vie au Sud. Chaque geste compte! Se rendre au travail à vélo plutôt

qu'en voiture réduit l'empreinte écologique individuelle; lancer une initiative pour installer plus de porte-vélos sur le lieu de travail augmente l'« empreinte de la main » (*carbon handprint* en anglais) collective. Motivez vos proches en partageant vos expériences personnelles! Chaque témoignage symbolise un pas vers plus d'espoir et de justice climatique, et contribue également à la création d'un monde plus durable et épanouissant.

Dans le cadre de la Campagne œcuménique 2024, nous appelons à constater les dysfonctionnements et à agir dans le respect du climat et de la planète, car chaque geste compte.

La justice climatique signifie que tous les êtres humains doivent pouvoir vivre dans la dignité – aujourd'hui comme demain.

Vous trouverez davantage d'informations sur la Campagne œcuménique 2024 sur www.voir-et-agir.ch

LE CARÊME, JOUR APRÈS JOUR – CHAQUE GESTE COMPTE

Les défis liés à la crise climatique ne manquent pas. Heureusement, les exemples inspirants de réussite pour y faire face sont eux aussi nombreux. Le calendrier de carême 2024 propose chaque jour de nouvelles pistes d'action pour un monde plus juste.

Comme d'habitude, vous avez la possibilité d'imprimer et d'afficher ce précieux outil qui vous accompagnera tout au long du carême.

Désormais, vous pouvez aussi le consulter *en ligne* et parcourir le contenu en toute tranquillité sur votre téléphone ou votre ordinateur. Le calendrier numérique peut aussi être publié sur le site Web de votre paroisse. Vous faciliterez ainsi l'accès à cette source d'inspiration quotidienne à un maximum de personnes.

Au fil des pages du calendrier de carême, vous trouverez des textes inspirants sur des actions en faveur du climat: www.voir-et-agir.ch/calendrier.

490.928	République démocratique du Congo	Droits humains dans l'exploitation minière
490.998	Guatemala	Droit des populations indigènes à l'autodétermination
706.396	Éthiopie	Pérennisation des moyens de subsistance des nomades
835.361	Honduras	Résilience des familles paysannes face aux changements climatiques



CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE

Vous souhaitez organiser une collecte pour un projet commun à l'EPER et à Action de Carême ?

Vous reconnaîtrez ces projets grâce à l'icône ci-contre : [Campagne œcuménique]. Durant la campagne, vous pouvez continuer à lever des fonds pour des projets présentés dans cette brochure.

Pour ce faire, veuillez joindre au calendrier de carême votre propre bulletin de versement ou celui de l'organisation pour laquelle vous souhaitez récolter des dons. **Pour l'envoi du calendrier : www.voir-et-agir.ch/calendrier**

EXEMPLES DE PROJETS DE LA CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE

PÉRENNISATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES NOMADES

Éthiopie, 706.396



Le bétail constitue le moyen de subsistance des communautés d'éleveuses et d'éleveurs de la région de Borena, en Éthiopie. Cette zone est touchée par une sécheresse extrême, qui provoque des pénuries d'eau et des pertes de récoltes et menace ainsi l'existence des populations locales.

L'organisation partenaire de l'EPER Gayo Pastoral Development Initiative (GPDI) soutient les communautés d'éleveuses et d'éleveurs dans la production de fourrage grâce à des techniques innovantes. Les plantes sont cultivées à l'aide d'une solution minérale nutritive et d'un peu d'eau, sans exploiter les sols. Cette méthode est tout à fait adaptée aux régions menacées par la sécheresse. Les vaches laitières sont nourries avec du fourrage riche en nutriments et donnent quatre litres de lait par jour au lieu de deux.

Résultat : les éleveuses et les éleveurs de bétail ainsi que les bergères et les bergers disposent des outils nécessaires pour mieux gérer les changements climatiques et s'as-



surer de petits revenus supplémentaires, notamment grâce à la vente des excédents de lait.

Éthiopie, EPER, 706.396, p. 21

RESPECT DE LA TERRE ET DES HUMAINS

Cameroun, 134.7061



Dans un contexte de changements climatiques, comment préserver la planète et renforcer la production agricole ? Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) propose des alternatives viables à l'agriculture intensive. Notre partenaire accompagne les familles agricultrices et éleveuses de la région des

Hauts Plateaux du Cameroun, touchée par une diminution importante des précipitations et une saison pluvieuse de plus en plus courte. Le projet permet une prise de conscience et une mise en pratique des enjeux et des principes agroécologiques. Les familles bénéficiaires en profitent en termes nutritionnels et en termes de profit financier grâce à la vente de produits transformés. Le CIPCRE œuvre ainsi pour la lutte contre les changements climatiques à travers des actions concrètes et durables. Son programme promeut une agriculture respectueuse de l'environnement, porteuse de développement humain et économiquement performante.

Cameroun, DM, 134.7061, p. 38-39



FORMATION POUR LE CHANGEMENT SOCIAL

Cameroun, 134.1014



Depuis 2016, le Cameroun est plongé dans une crise multiple. Le conflit armé qui sévit dans les régions anglophones de l'ouest du pays a coûté la vie à quelque 5000 personnes et contraint près d'un million d'autres à l'exil. La situation dans le pays est en outre fragilisée par les répercussions du réchauffement climatique, notamment la baisse de la production alimentaire et la

migration accrue engendrée par l'expansion du désert à la frontière nord.

L'Université Protestante d'Afrique Centrale (UPAC) propose, depuis 2019, un cursus interdisciplinaire d'écothéologie soutenu par Mission 21. Cette filière très populaire comprend des cours pratiques et théoriques d'agriculture, d'écologie, d'upcycling et de théologie. Les diplômé-e-s partagent ensuite leurs connaissances au sein des Églises et des communautés et encouragent ainsi un changement sociétal vers une sécurité alimentaire durable et une réduction de la pollution environnementale.

Cameroun, Mission 21, 134.1014, p. 48





Siège romand
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536 | 1001 Lausanne
Tél. 021 613 40 70
eglises@eper.ch
www.eper.ch
IBAN CH61 0900 0000 1000 1390 5

ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE (EPER)

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) a été fondée en 1946 par la Fédération des Églises protestantes de Suisse. La dignité de tous les êtres humains est au cœur de son engagement : toute personne a le droit à une vie digne et sûre d'un point de vue social, économique et politique.

Petits moyens, grands effets

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) soutient des projets dans plus de 30 pays, situés sur quatre continents, pour combattre la pauvreté et l'injustice. Grâce à son travail de politique de développement et de politique sociale, l'EPER contribue à un changement systémique en Suisse et à l'étranger. Au niveau international, l'organisation fournit entre autres une aide humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés. Elle apporte également son appui au travail diacanal des Églises réformées en Europe de l'Est et au Proche-Orient. En Suisse, l'EPER répond aux besoins des personnes réfugiées et des personnes socialement défavorisées et s'engage pour leurs droits. Dans ses projets, l'organisation promeut le principe de l'« aide à l'autonomie ». Elle analyse les besoins et les ressources des personnes

concernées et les implique dans la réalisation des projets.

Que ce soit dans ses projets internationaux ou dans son travail de sensibilisation aux

thèmes de la politique de développement et de la politique sociale, l'EPER se concentre sur quatre thèmes prioritaires : la justice climatique, le droit à la terre et à l'alimentation, l'asile et la migration, et l'inclusion.



Activités de sensibilisation en Suisse

Les activités de sensibilisation menées par l'EPER permettent d'exposer des rapports complexes et de les aborder de manière claire et intéressante lors des cours de catéchisme et des cultes. L'objectif n'est pas seulement d'expliquer les tenants et les aboutissants de la situation mondiale, mais aussi d'inciter chacun-e à effectuer les changements à sa portée sur les plans politique et personnel.

Méthodes de travail de l'EPER

L'EPER travaille à partir des ressources et des besoins des personnes concernées et associe ces dernières à la réalisation des projets. L'EPER entretient un dialogue permanent avec les participant-e-s à ses programmes, ses organisations partenaires, ses donatrices et ses donateurs institutionnels ainsi qu'avec les Églises réformées cantonales. À l'étranger, l'EPER tra-

Au service des droits humains

À l'échelle internationale, l'EPER met tout en œuvre pour que les droits humains fondamentaux, comme le droit à l'alimentation et à l'eau, soient respectés. Elle s'engage aussi pour que les déclarations décisives de l'ONU, telles que la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, ne restent pas des paroles en l'air. Dans les pays marqués par la misère et les inégalités, des mesures poli-

tiques doivent être prises afin d'encourager les petites exploitations agricoles et l'agro-écologie. Quant à la Suisse, elle doit veiller à ce que sa politique agricole et commerciale soit cohérente et ne porte pas atteinte aux droits des familles paysannes. Les entreprises dont le siège social se trouve en Suisse doivent respecter leurs obligations en matière de droits humains, y compris dans le cadre de leurs activités à l'étranger.

vaille principalement avec des organisations partenaires locales qui connaissent à la fois les personnes concernées par les projets et leur environnement.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'EPER et Pain pour le prochain forment une seule et même organisation : l'Entraide Protestante Suisse (EPER). Si les deux œuvres ont décidé d'unir

leurs forces et de fusionner, c'est pour mieux faire face aux changements au sein de l'Église et de la société. L'association de la politique de développement et de la coopération au développement permet d'améliorer l'efficacité des projets et des mesures, en Suisse comme à l'étranger.

Soutien des communautés dans le respect de leurs droits – pour plus de justice climatique

Actuellement, les changements climatiques représentent le principal défi à la survie de l'humanité et affectent déjà considérablement la vie des populations du Sud. Là-bas, les phénomènes météorologiques extrêmes – ouragans, sécheresses, élévation du niveau de la mer ou encore progression de l'érosion des sols – sont de plus en plus violents. La nécessité d'agir ne fait plus aucun doute et la justice climatique se trouve désormais au cœur des préoccupations. Grâce à des partenariats, notamment avec l'organisation Walhi en Indonésie et le Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM), l'EPER met en lumière les répercussions de la crise climatique dans les pays du Sud et soutient les populations dans la revendication de leurs droits, pour plus de justice climatique.

Même les projets internationaux de « protection des forêts » visant soi-disant à lutter contre les changements climatiques menacent les moyens de subsistance des populations du Sud. Et pour cause, la configuration des réserves forestières prive souvent les habitant-e-s de leurs droits fon-

ciers et de leur accès à des ressources vitales comme l'eau et la terre. « C'est avant tout pour les personnes qui en dépendent que nous devons protéger la forêt », souligne Winnie Overbeek, coordinateur international du WRM. WRM lutte notamment contre l'accapement des terres, exercé par des entreprises qui s'approprient de grandes surfaces forestières pour pouvoir vendre des certificats de CO₂.

Lutter contre les grands projets néfastes pour le climat

Notre organisation partenaire indonésienne Walhi lutte contre les grands projets néfastes pour le climat, comme les centrales à charbon ou les plantations de palmiers à huile. Des efforts qui portent leurs fruits : ces dernières années, Walhi et la population locale ont pu empêcher la construction de trois centrales à charbon. Walhi soutient également les quatre pêcheuses et pêcheurs qui ont déposé une plainte climatique à l'encontre de Holcim, un groupe suisse spécialisé dans le ciment. Les plaignant-e-s exigent de Holcim une indemnisation pour les dommages causés en raison des changements climatiques, des mesures de protection du littoral, ainsi qu'une forte réduction de ses émissions de CO₂.

En collaboration avec deux organisations partenaires (International Centre for Cli-

mate Change & Development (ICCCAD) et Center for Participatory Research and Development (CPRD)), l'EPER aide les communautés touchées par le réchauffement climatique à imposer leurs droits et à obtenir une compensation pour les pertes et les dommages subis.

Le succès des stratégies développées

Depuis plusieurs années déjà, l'EPER soutient les stratégies développées par ses organisations partenaires dans les pays du Sud pour réduire les risques climatiques. Parmi elles, les mesures d'adaptation aux changements climatiques, par exemple l'offre de variétés de semences adaptées et les méthodes de culture spécifiques.

Dans le cadre de ses activités de politique de développement axées sur le climat, l'EPER concentre ses efforts sur les responsables des changements climatiques en Suisse et s'engage dans différentes campagnes, notamment au sein de l'Alliance Climatique Suisse et de la coalition Chrétien-ne-s pour la protection du climat. L'objectif consiste à amener les pouvoirs publics, le secteur privé et les paroisses à adopter des mesures efficaces de réduction des émissions de CO₂. L'EPER mène également une campagne de sensibilisation pour soutenir la plainte climatique des quatre pêcheuses et pêcheurs indonésiens à l'encontre de Holcim.



Exemples de projets du programme Justice climatique

490.919	Monde	Renforcement des communautés locales pour la préservation de leur lieu de vie, World Rainforest Movement
490.920	Indonésie	Justice pour les victimes des changements climatiques, Wahli
490.992	Bangladesh	Justice climatique pour les communautés rurales, CPRD
490.993	Bangladesh	Soutien aux communautés affectées par les changements climatiques, ICCCAD

ACCAPAREMENT DES TERRES ET DROIT À LA TERRE

305.030

« On nous a dit que l'arrivée de l'entreprise améliorerait nos vies. Nous ne savions pas que, loin d'être une bénédiction, la plantation serait un véritable enfer », résume un paysan. Au Libéria, les monocultures d'hévéas (arbres à caoutchouc) ont privé nombre d'habitant-e-s de leurs terres fertiles, dont ils dépendaient pour vivre. Des forêts sacrées et des sépultures ont été détruites et l'accès à l'eau est de plus en plus difficile. Deux villages ont dû céder face à la destruction de leurs terres par des bulldozers et à l'intimidation exercée par des employé-e-s de l'entreprise. Ils ont été remplacés par des plantations d'hévéas. « Quand les bulldozers arrivent, rester au village est impossible », explique un ancien du village.

L'EPER travaille en étroite collaboration avec son organisation partenaire Green Advocates. Elle s'engage, au Libéria et à l'échelle internationale, pour défendre les droits fonciers de ces communautés villageoises qui ont perdu leurs terres et leurs forêts à cause des plantations d'hévéas. Outre l'amélioration concrète des conditions de vie des communautés, l'EPER et Green Advocates œuvrent pour leurs droits aux niveaux politique et juridique.

L'EPER aide également des communautés villageoises et des organisations dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale à lutter contre l'accaparement des terres. Au Cameroun, les femmes qui subissent régulièrement des violences graves de la part des employé-e-s travaillant dans les plantations font entendre leurs voix auprès des entreprises productrices d'huile de palme et du gouvernement. Le travail à l'échelle régionale est également important : tous les deux ans, une large coalition de la société civile d'Afrique de l'Ouest or-



ganise une caravane qui sillonne différents pays de la région. L'objectif est d'aborder les thèmes des droits fonciers, du droit à l'alimentation et de la justice climatique, et de pousser les gouvernements de ces pays à agir.

Améliorer les conditions de vie des victimes

En Indonésie, l'industrie de l'huile de palme est toujours en pleine expansion. Plusieurs millions d'hectares de forêt tropicale et de terres appartenant aux communautés autochtones en ont fait les frais. C'est pour cette raison que l'EPER soutient Walhi, le plus vaste et ancien réseau de protection de l'environnement et des droits

humains en Indonésie. Il s'engage à tous les niveaux pour préserver l'environnement, en particulier les forêts tropicales du pays.

En collaboration avec le petit village de Sililit, dans le Bornéo occidental, Walhi a déjà remporté un grand succès : après plusieurs années d'engagement, la communauté autochtone a reçu un titre foncier collectif pour sa forêt et ses terres. Le 22 février 2023, le président indonésien Joko Widodo a remis le titre foncier, qui concerne plus de 4270 hectares de forêt, en mains propres à deux représentants du village. Ce document les protège des entreprises productrices d'huile de palme. Dans les villages voisins, la lutte se poursuit.

Exemples de projets du programme Droit à la terre et à l'alimentation

490.901	Monde	L'accès à la terre et la diversité des semences garantissent l'alimentation, GRAIN
490.903	Sierra Leone	Préserver l'accès à la terre pour lutter contre la faim, Silnorf
490.904	Indonésie	Résister à l'accaparement des terres pour la production d'huile de palme, Walhi
490.905	Afrique de l'Ouest	Engagement contre l'expansion des plantations de palmiers à huile, GRAIN
490.906	Afrique de l'Ouest	Des organisations paysannes défendent leur accès à la terre, Convergence
490.907	Cameroun	Des femmes luttent contre la violence sur les plantations, RADD
490.908	Malaisie, régions d'Afrique, Honduras	Des communautés villageoises luttent contre l'expansion des plantations de palmiers à huile, FOEI
490.909	Libéria	Défense des droits humains dans la culture d'hévéas, Green Advocates
490.997	Indonésie	Production d'huile de palme écologique et juste, Sawit Watch

DROIT AUX SEMENCES POUR L'AGROÉCOLOGIE ET DROIT À L'ALIMENTATION

305.031

Les semences sont essentielles à la sécurité alimentaire. Les systèmes de semences paysannes constituent la base de l'alimentation quotidienne dans la plupart des pays du Sud. Or, des groupes agroalimentaires tels que Syngenta et Bayer/Monsanto cherchent à faire adopter des lois pour que les grandes entreprises aient le monopole des semences. À terme, la diversité des semences serait détruite. Au Honduras, l'EPER et son organisation partenaire Asociación Nacional para el Fomento de la

Agricultura Ecológica (ANAFEA) luttent résolument contre ces pratiques, et ont déjà obtenu quelques succès.

Les semences, indispensables à la sécurité alimentaire

« Depuis des milliers d'années, les paysannes et les paysans sélectionnent leurs propres semences », explique Octavio Sanchez d'ANAFEA. Au Honduras, la loi dite « Monsanto » met en péril cette précieuse tradition, car elle interdit aux familles paysannes de réutiliser les graines issues de leurs récoltes une fois qu'elles ont été mélangées à des semences certifiées. Résultat : les paysan-ne-s sont contraints d'acheter chaque année des semences auprès de grandes entreprises de semences. Les multinationales prétendent que les variétés mises au point par leurs soins sont plus productives et résistantes et qu'elles contribuent à lutter contre la sous-alimentation,

les maladies et les insectes. Des arguments que l'agronome Octavio Sanchez contredit avec aplomb : « Ces semences sélectionnées ne fonctionnent pas sans l'adjonction de pesticides et d'engrais de synthèse, qui sont des produits coûteux et nocifs pour l'environnement. » ANAFEA a donc déposé un recours contre cette loi auprès du Tribunal constitutionnel, et la Cour suprême y a enfin donné suite. La détermination d'ANAFEA a porté ses fruits : en 2023, le gouvernement a dû abroger cette loi. Pour promouvoir la diversité des semences dans toute la région, ANAFEA a rejoint l'Alliance latino-américaine pour la préservation de la diversité des semences.

Les femmes s'engagent pour la diversité des semences en Afrique

En Afrique de l'Ouest, l'EPER soutient l'organisation Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire (Cofersa), qui s'engage pour la préservation et la multiplication des semences traditionnelles. Les représentantes de Cofersa ont participé à une grande foire aux semences ouest-africaine au Bénin – un événement financé par l'EPER. Elle a été l'occasion pour les paysan-ne-s de nombreux pays d'échanger non seulement leurs semences, mais aussi leurs connaissances. Ils ont aussi pu s'informer sur les conditions légales, nouvelles ou non, sur leurs répercussions sur les systèmes de semences paysannes, et mieux comprendre la diversité des semences.

Renforcer les droits des paysannes et des paysans

En exigeant l'application de lois de protection des obtentions végétales plus strictes dans ses traités de libre-échange, la Suisse défend les intérêts des multinationales, comme en témoignent les accords conclus avec l'Indonésie ou la Malaisie. En collaboration avec d'autres organisations, l'EPER milite activement contre cette pratique grâce au lobbying et à la sensibilisation. La mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales est un instrument essentiel en ce sens. Les droits à la terre et aux semences sont des éléments clés du texte. L'EPER s'engage à l'échelon gouvernemental et parlementaire pour garantir la mise en œuvre de cette déclaration.



© EPER/Seth Sidney Berry

Exemples de projets du programme Droit aux semences pour l'agroécologie et droit à l'alimentation

490.911	Honduras	L'agroécologie ouvre des perspectives aux familles paysannes, Anafae
490.912	Mali	Des femmes protègent leurs variétés de légumes et de céréales locales, Cofersa
490.914	Amérique latine	Alliance latino-américaine pour la préservation de la diversité des semences
490.916	Amérique latine	Collectif latino-américain pour les semences
490.995	Cameroun	Promotion des semences paysannes, RADD

ASILE ET MIGRATION

302.053

Les conflits violents, les catastrophes naturelles et le manque de moyens de subsistance contraignent toujours plus de personnes à quitter leur pays ou leur région. Mi-2023, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estimait le nombre de personnes déplacées dans le monde à 110 millions, dont 40 millions d'enfants. La plupart ont fui dans une autre région ou cherchent protection dans un pays voisin. Seule une petite partie arrive en Europe ou en Suisse. Depuis sa création en 1946, l'EPER défend les personnes réfugiées et déplacées.

Protection et perspectives pour les réfugié-e-s en Suisse

Aujourd'hui, les bureaux de consultation juridique de l'EPER assurent une représentation et des conseils juridiques auprès des personnes réfugiées et migrantes dans dix cantons de Suisse. Ils œuvrent pour des procédures d'asile équitables, les regroupements familiaux, les visas humanitaires, les autorisations de séjour pour cas de rigueur, et bien d'autres choses encore. Mené dans le canton de Vaud, le projet Formation F en B accompagne les personnes admises provisoirement durant leur procédure de demande du permis de séjour B. Parallèlement, les participant-e-s bénéficient d'une formation ciblée et apprennent à effectuer leurs tâches administratives en toute autonomie.

Dans le cadre de son engagement sociopolitique, l'EPER prend position sur la politique suisse en matière d'asile, de migration et d'intégration. Elle permet ainsi aux personnes réfugiées et migrantes de faire entendre leurs voix dans les sphères politique, économique et sociale, et défend une politique d'asile et de migration conforme aux droits humains et tournée vers l'avenir.

Aide d'urgence pour les personnes réfugiées ou déplacées

À l'étranger, l'EPER fournit une aide humanitaire aux personnes qui ont dû fuir leur

lieu de vie. Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'EPER soutient les personnes qui ont fui vers d'autres régions d'Ukraine ou vers d'autres pays. En fonction de leurs besoins, elles bénéficient d'un soutien financier, d'un logement, de soins médicaux, de conseils psychosociaux ou juridiques, de cours de langue ou d'un accompagnement dans leur insertion professionnelle. L'EPER a à cœur de promouvoir une cohabitation pacifique entre les réfugié-e-s et la population locale et d'éviter les conflits. En Ouganda, par exemple, elle aide non seulement les personnes réfugiées à améliorer durablement leurs conditions de vie, mais aussi les communautés locales, qui vivent dans la précarité.

L'EPER s'engage également pour les réfugié-e-s et les déplacé-e-s dans d'autres États, comme l'Éthiopie, le Bangladesh, la Serbie, l'Israël, la Palestine, la Syrie, la République démocratique du Congo (RDC) et le Myanmar. Dans les pays du Sud, elle aide les populations à protéger leurs moyens de subsistance et à améliorer leurs perspectives à long terme. L'EPER renforce également la résilience et les mécanismes de protection face aux changements climatiques et contribue, grâce à son travail de coopération au développement et à ses activités en faveur de la paix, à la mise en place de gouvernances responsables et inclusives.



Exemples de projets Asile et migration – en Suisse

540.035	Bureau de consultation juridique pour les requérant-e-s d'asile
560.018	Service d'aide juridique aux exilé-e-s (SAJE)
560.033	Formation F en B

Exemples de projets Asile et migration – à l'étranger

605.349	Israël/Palestine	Cultiver pour lutter contre les expropriations
605.350	Israël/Palestine	Des Israélien-ne-s discutent du droit de retour
786.011	Ouganda	Amélioration des conditions de vie pour les réfugié-e-s et la population locale
786.016	Ouganda	Production locale de serviettes hygiéniques
949.340	Hongrie	Intégration des réfugié-e-s dans la société
949.341	Hongrie	Aide d'urgence et intégration des Ukrainien-ne-s réfugiés

INCLUSION : REVENDIQUER LES DROITS, RENFORCER LA PARTICIPATION

302.071

Partout dans le monde, les inégalités sociales augmentent. Les guerres, les conflits, mais aussi la crise climatique ont des répercussions dramatiques pour les personnes socialement défavorisées et détruisent leurs moyens de subsistance. Leur situation extrêmement critique est exacerbée par la stigmatisation sociale et les

structures discriminatoires. L'EPER s'engage pour un vivre-ensemble inclusif, en Suisse et dans le monde entier.

Soutien à une participation active

En Suisse, l'EPER soutient les personnes socialement défavorisées dans 14 cantons grâce à des offres de conseils et d'intégra-

tion personnalisées. L'objectif est de les aider à réaliser leur potentiel, à se défendre contre les inégalités et la discrimination, et à participer activement à la société. En proposant des cours variés et en formant et mettant à disposition des interprètes communautaires, l'EPER aide par exemple les personnes étrangères à surmonter les barrières de la langue et leur garantit un accès égal aux autorités, aux écoles et au système de santé. D'autres programmes de l'EPER se concentrent sur les domaines de l'insertion professionnelle, la structuration du quotidien et les liens sociaux, l'accompagnement au logement, la petite enfance et la formation des parents, ainsi que l'âge et la migration. L'accent est mis sur l'autonomie, et non sur l'adaptation.

Grâce à son travail d'information et de plaidoyer, l'EPER sensibilise le grand public aux préoccupations des personnes socialement défavorisées. En matière de politique sociale, elle s'engage pour des changements structurels destinés à renforcer l'égalité des chances et la participation.

Egalité des droits pour les groupes marginalisés

À l'étranger, l'EPER aide les personnes discriminées à revendiquer leurs droits, à lutter contre la discrimination structurelle et à participer à la vie sociale et économique du pays. Ses programmes destinés à la promotion des revenus, à l'aide à l'emploi et à la formation professionnelle renforcent l'inclusion économique des personnes marginalisées. Pour lutter contre leur stigmatisation, l'EPER collabore avec le secteur privé et la population. En les sensibilisant aux injustices existantes, elle promeut une cohabitation pacifique.

Dans le monde entier, des personnes sont discriminées en raison de leur appartenance ethnique, de leur origine sociale, de leur statut socioéconomique, de leur genre, de leur âge, de leur religion ou de leur langue. Dans

son travail, l'EPER accorde une importance particulière aux personnes subissant plusieurs types de discriminations: en Europe de l'Est, elle soutient l'inclusion des filles et des femmes roms, souvent confrontées à de multiples discriminations en raison de leur appartenance ethnique et des structures patriarcales. Au Bangladesh, l'EPER œuvre

pour que les groupes de population marginalisés, tels que les Dalits et les Adibashis, revendiquent leurs droits. Dans d'autres pays aussi, par exemple en Colombie, au Honduras, au Sénégal, en RDC, au Cambodge et au Myanmar, l'EPER s'engage pour l'inclusion des personnes discriminées, touchées par des conflits ou persécutées.



Exemples de projets d'inclusion – en Suisse

530.029	HEKS@home
560.019	Nouveaux Jardins
560.020	Âge et Migration
560.038	Diversi'Team – Intégration des personnes migrantes par le sport

Exemples de projets d'inclusion – à l'étranger

610.314	Bangladesh	Des terres et du bétail pour les Dalits et les Adibashis
788.381	RDC	Prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles
926.330	Kosovo	Éducation et amélioration des conditions de vie pour les Roms
942.399	Roumanie	Intégration des personnes en situation de handicap en Transylvanie
942.403	Roumanie	Insertion professionnelle des jeunes socialement défavorisés

CAMPAGNE SUISSE DE L'EPER ET DIMANCHE DES RÉFUGIÉ·E·S 2024

224.007

Inclusion: renforcer la cohésion sociale

Comment vivre ensemble dans la solidarité en Suisse? Comment obtenir une société inclusive, à laquelle tous les individus, y com-

pris les personnes socialement défavorisées, puissent participer? Et quand sentons-nous que nous faisons partie de la Suisse?

Chaque printemps, à l'occasion de sa campagne suisse, l'EPER aborde des problèmes de société auxquels elle est confrontée dans le cadre de son travail en Suisse. Sur la base de l'expérience des personnes socialement défavorisées telles que les réfugié·e·s, les chômeuses et les chômeurs de longue date ou les personnes touchées par la précarité, l'EPER sensibilise l'opinion publique à des réalités de vie difficiles et souvent méconnues ainsi qu'aux inégalités en Suisse.

La campagne suisse de l'EPER vise non seulement à sensibiliser les individus, mais aussi à les pousser à agir: en faisant preuve d'ouverture, en discutant avec une personne «étrangère», en faisant un don pour les personnes socialement défavorisées, ou encore en s'engageant bénévolement pour les réfugié·e·s. La campagne suisse offre aux Églises et à chacun·e des moyens concrets d'agir ensemble pour une Suisse solidaire et inclusive.

Discutons ensemble

L'actuelle campagne suisse de l'EPER s'intitule «L'inclusion pour tou-te-s au quoti-



dien». Car l'inclusion nous concerne toutes et tous: elle commence dans le hall de l'immeuble, sur la place de jeu ou dans le bus. Tout le monde peut contribuer, chaque jour, à rendre la société inclusive et solidaire. Un sourire, un échange, une preuve d'intérêt réel: ce sont souvent de petites choses qui font qu'une personne se sent incluse ou au contraire exclue. L'inclusion implique aussi de revenir sur certaines questions essentielles autour de la cohabitation, de reconnaître et d'éliminer les discriminations existantes et de créer les conditions nécessaires pour que chacun-e puisse mettre à profit son potentiel en Suisse.

En tant que paroisse, vous pouvez participer activement à la campagne suisse 2024 en diffusant les documents de la campagne

via vos canaux de communication ou en soutenant les programmes de l'EPER en Suisse grâce à un don. Un grand merci pour votre soutien!

Dimanche des réfugié-e-s 2024

Profitez du Dimanche des réfugié-e-s pour organiser un culte dédié aux personnes qui ont dû quitter leur pays et demandent à être accueillies en Suisse. En tant que paroisse, vous jouez un rôle important: vous pouvez par exemple organiser un événement en collaboration avec des personnes réfugiées pour favoriser les contacts entre réfugié-e-s et paroissien-ne-s, ou appeler ces derniers à se montrer solidaires pendant votre culte. Vous trouverez des supports à télécharger sur www.eper.ch/dimanche-des-refugies.

CINÉ-LUNCHS DE L'EPER ET CAMPAGNE NATIONALE 2024

224.009

Découvrez les projets de l'EPER

Où et comment travaille l'EPER? Qui sont les personnes qui travaillent pour l'EPER? Et qui sont celles que l'EPER soutient à travers ses programmes? Dans le cadre de sa campagne nationale, l'organisation met en lumière ses projets à l'étranger. Des étudiantes et des éleveurs nomades vivant dans le Sahel, au Sénégal, au personnel assurant les soins à domicile en Roumanie, en passant par les activistes pour les droits des femmes en Colombie: les individus sont au cœur de cette campagne. Cette dernière met en avant leurs histoires, les défis qu'ils rencontrent et leur lutte, avec le soutien de l'EPER, pour une vie meilleure.

Un film pour rendre concret le travail de l'EPER

L'élément clé de cette campagne est un documentaire d'environ 50 min présentant le travail de l'EPER à l'étranger. Ce film transmet des connaissances, rend concret le travail de l'EPER, suscite des émotions et déclenche des discussions.

Le documentaire est produit en collaboration avec la réalisatrice suisse Rahel Grunder. Cette dernière a fait des études de réalisation à la Zurich University of the Arts et de scénarisme à l'American Film Institute de Los Angeles. Elle travaille comme auteure et réalisatrice indépendante. À la caméra: Christine Munz, qui travaille comme indépendante dans ce domaine depuis plus de 30 ans.

Comme chaque année, la première du film a lieu fin août au cinéma Arthouse Le Paris, à Zurich. Des projections sont ensuite organisées dans plusieurs villes de Suisse



romande et de Suisse alémanique. Les ciné-lunchs sont une occasion unique de découvrir un projet concret de l'EPER et d'échanger avec des collaboratrices et des collaborateurs de l'organisation.

Offres pour les paroisses

Nous serions ravis que les paroisses organisent une projection du documentaire, par exemple lors d'une soirée film – l'occasion de parler des projets de l'EPER aux paroissien-ne-s, de les familiariser avec le travail de l'organisation et de récolter des dons. Outre le film, l'EPER met à disposition des paroisses d'autres supports en lien avec le thème de la campagne. Sur demande, des collaboratrices ou des collaborateurs de l'EPER se déplaceront volontiers pour une présentation ou une soirée d'échanges au sein de votre paroisse.

Merci de soutenir la campagne nationale de l'EPER!



DES CADEAUX QUI ONT DU SENS, ET QUI FONT COUP DOUBLE

224.011

Noël approche à grands pas, avec toujours l'envie de faire plaisir à ses proches. Si vous cherchez un cadeau durable, unique et qui, en plus de cela, a du sens... l'EPER a ce qu'il vous faut. Que diriez-vous par exemple de semences traditionnelles, d'une ruche ou d'un mulet?

L'action de l'EPER «Offrir son aide» propose plus de 60 idées cadeaux qui font coup double: ils profitent à la fois aux personnes auxquelles ils sont offerts et à celles qui en ont vraiment besoin.

Un kit de réparation de vélos à CHF 50 permet par exemple à des personnes sans emploi en Suisse de travailler dans une station de vélos. En offrant un perroquet à CHF 125, symbole de biodiversité, vous aidez par exemple les communautés au Brésil à défendre leur lieu de vie contre la déforestation. Les poules, les canards et les chèvres servent d'aides de départ à des paysan-ne-s aux quatre coins du monde, afin qu'ils touchent un revenu régulier. Quant au colis d'aide d'urgence à CHF 50, il permet d'assurer l'alimentation d'une famille démunie pendant deux semaines.

Chaque cadeau est composé d'un certificat et d'une enveloppe, que vous pouvez par exemple vendre lors d'une vente de charité. Les recettes sont reversées aux projets de l'EPER.

Plus le nombre de personnes participantes sera élevé, plus les effets seront grands:

grâce à une collecte, vous pourrez par exemple offrir un puits à un village entier ou un abri durable à une famille réfugiée, lui permettant ainsi d'avoir un toit et d'être au chaud.

Nous vous conseillons volontiers personnellement.

Appelez-nous au +41 21 613 44 56.

Vous trouverez tous les articles sur :

www.offrir-son-aide.ch



Caisse, CHF 200

NOUVEAUTÉS

Microphone, CHF 100

La voix de la résistance.

La station de radio «La Voz de Zacata Grande» est diffusée depuis plus de 20 ans au Honduras. Elle permet aux habitant-e-s de la presqu'île de Zacata Grande de défendre leurs terres face aux grands propriétaires fortunés. Car la population est régulièrement la cible d'attaques. La station de radio relate ces événements. Ainsi, l'élite corrompte à plus de mal à ignorer les intérêts de la population locale.



Essaim de coccinelles, CHF 30

Le porte-bonheur.

Un essaim de coccinelles peut exterminer plus de 100 pucerons par jour. Aussi, ces petites bêtes ne doivent pas leur popularité qu'à leurs jolies couleurs, mais aussi à leur utilité dans les jardins biologiques. L'EPER loue des jardins communautaires dans de nombreuses régions de Suisse, qui permettent aux personnes de différentes origines de nouer des liens en toute simplicité. Une expérience enrichissante et conviviale.



Escalier en bambou, CHF 750

Rentrer chez soi en toute sécurité.

Depuis 2017, près d'un million de membres de la minorité rohingya vivent dans le plus grand camp de réfugié-e-s au monde, situé au Bangladesh. Chaque année, la mousson rend les chemins vallonnés glissants et dangereux, et abîme les huttes en bambou. Afin d'améliorer la sécurité des abris et des accès, l'EPER met du matériel de construction à disposition et stabilise les chemins, notamment en installant des escaliers en bambou.

Le coffre au trésor.

C'est dans la nature que la population du Cerrado trouve ses trésors. En effet, cette énorme savane située au cœur du Brésil abrite près d'un tiers de la biodiversité du pays. En transformant des produits naturels en purée de fruits, en barres de céréales, en liqueur ou en remèdes naturels, les habitant-e-s génèrent une plus-value qui permet de faire rentrer de l'argent dans les caisses. Soutenue par l'EPER, la coopérative Grande Sertão les aide en fournissant des moyens de production et en ouvrant des canaux de distribution. Grâce aux revenus dégagés, les personnes concernées peuvent garantir leur existence et préserver leur mode de vie traditionnel.



ARMÉNIE/GÉORGIE

Programme régional dans le Caucase du Sud 390.007

La situation politique, sociale et économique dans le Caucase du Sud reste fragile, notamment en raison des développements récents liés à la pandémie de COVID-19, à la crise politique en Géorgie et en Arménie ainsi qu'au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh depuis 2020. Ce dernier a modifié la situation géopolitique dans la région et, de ce fait, les rapports de force. Il est difficile de savoir comment la situation évoluera. La pauvreté

est largement répandue, notamment dans les régions rurales. Le programme s'adresse principalement à des familles paysannes vivant dans les zones rurales, à des minorités ethniques, à des personnes déplacées (du Haut-Karabakh et d'Abkhazie) ainsi qu'à d'autres groupes défavorisés tels que les femmes et les jeunes.

Objectifs et thèmes principaux

Le programme vise à améliorer les conditions de vie des populations du Caucase du Sud grâce au développement économique et à l'intégration sociale, et à promouvoir une société civile forte, qui œuvre en faveur de politiques de soutien et d'une cohabitation pacifique. De manière détaillée, le programme prévoit :

- des revenus durables et un renforcement des capacités de la population rurale face aux défis climatiques ;
- la promotion de la mise en place de politiques et de mesures de soutien par les gouvernements aux niveaux local et national ;
- le développement, chez un grand nombre de jeunes, d'un esprit critique avec notamment une attitude positive envers la paix et les groupes discriminés ;
- l'amélioration des relations entre les groupes défavorisés et le reste de la population afin de favoriser l'intégration sociale et le développement économique.



Exemples de projets du programme pays Arménie/Géorgie

900.508	Géorgie, Arménie	Promotion de la paix transfrontalière dans le Caucase du Sud (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 284 280)
904.358	Arménie	Former des journalistes à la création de médias fiables et factuels (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 59 698)
904.360	Arménie	Formation agricole pour augmenter la productivité et les revenus (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 2 126 775)
918.036	Géorgie	Culture de noisettes bio et fairtrade en Mingrétie et Imérétie (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 355 350)
918.050	Géorgie	Promouvoir l'entrepreneuriat social chez les jeunes (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 213 210)
918.051	Géorgie	Une agriculture adaptée aux changements climatiques, source de revenus (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 142 140)
918.053	Géorgie	Participation politique et économique pour les minorités ethniques (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 724 914)

BANGLADESH

Programme pays
361.000

Le Bangladesh a obtenu son indépendance en 1971. Malgré son essor économique et des progrès sociaux importants, notamment dans les domaines de la santé et de la formation, le pays est politiquement instable et en proie à la corruption. Il souffre aujourd'hui encore d'une pauvreté généralisée. Le Bangladesh est situé dans l'un des plus grands deltas du monde, à quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer. Le pays est de ce fait très exposé aux inondations. En outre, il est fréquemment frappé par des cyclones tropicaux. Une situation d'autant plus dramatique qu'il s'agit d'un des pays les plus densément peuplés au monde, avec une grande partie de la population vivant dans une pauvreté extrême. Ainsi, plus de 30% des Bangla-

dais-e-s vivent avec moins de USD 1,25 par jour. Les projets de l'EPER s'adressent aux minorités sociales, ethniques et religieuses: les Dalits, également connus sous le nom d'« Intouchables », et les Adibashis, une communauté autochtone confrontée à de nombreuses difficultés dans le pays.

Objectifs, thèmes prioritaires et activités

L'objectif du programme pays consiste à garantir l'inclusion sociale des Dalits et des Adibashis dans la région nord-ouest du Bangladesh. Pour y parvenir, l'EPER poursuit le programme suivant:

- renforcement des communautés pour qu'elles puissent faire valoir leurs droits;
- égalité des droits et garantie de l'accès aux prestations publiques;
- garantie de l'accès à la terre;
- augmentation des revenus des ménages;
- amélioration des relations avec la population;
- renforcement de la sécurité des personnes;

- inscription des droits des minorités dans la législation.

Dans ce cadre, l'EPER et ses organisations partenaires s'appuient sur des processus participatifs et sur le rôle actif des communautés dalit et adibashi. Les bases de la transition sociale visée sont la mobilisation, l'organisation et le fonctionnement en réseau de ces communautés. En multipliant les rencontres, les organisations partenaires de l'EPER favorisent la prise de conscience sur les droits et les devoirs des communautés, les conséquences négatives du mariage des enfants ou de l'abus d'alcool et sur l'importance de l'éducation scolaire, d'un système de santé accessible à tou-te-s et des normes d'hygiène. Les écoles enfantines, les cours de soutien scolaire et les événements sportifs ou culturels sont autant de moyens de renforcer la confiance en soi des enfants et des jeunes, tout en leur permettant de décrocher un titre scolaire et d'élargir leurs perspectives d'avenir.

L'EPER collabore avec les autorités et des dignitaires bangladais avec l'objectif de mettre fin à l'exclusion sociale des minorités dalit et adibashi et aux atteintes aux droits humains. Elle concentre ses efforts sur le conseil juridique et le lobbying pour lutter contre l'accapement des terres.

Des campagnes d'information et de sensibilisation tentent de dissiper la méfiance envers les minorités, afin que les Dalits et les Adibashis soient considérés comme des citoyen-ne-s dotés des mêmes droits que le reste de la population.

L'EPER vise également l'amélioration de la situation économique des groupes de population discriminés. Dans ce but, les communautés dalit et adibashi constituent des groupes de productrices et de producteurs et bénéficient d'un accès à des connaissances, à des informations, à des prestations et à des marchés pour revendre les viandes de bœuf et de volaille qu'elles produisent. Elles peuvent également apprendre un métier de l'artisanat, par exemple la fabrication de matelas.

Enfin, l'EPER œuvre pour l'inscription des droits des minorités dans la législation grâce à divers projets de plaidoyer.



Exemples de projets du programme pays Bangladesh

610.314	Thakurgaon et Dinajpur	Des terres et du bétail pour les Dalits et les Adibashis (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 1 404 325)
610.404	Naogaon	Éducation et travail pour les Dalits et les Adibashis (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 358 246)
610.450	Kurigram	Égalité des droits et revenus pour les minorités défavorisées (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 408 400)

BRÉSIL

Programme pays
381.200

Le programme de l'EPER au Brésil se concentre sur la région du Cerrado, une savane qui s'étale sur 11 États fédéraux et sur le district fédéral de la capitale, Brasília. La plupart des activités se déroulent dans les États fédéraux de Minas Gerais, Goiás, Bahia et Mato Grosso do Sul. Les thématiques principales sont l'accès à la terre et à l'eau, la préservation de la biodiversité, la promotion d'une agriculture durable, le développement de chaînes de valeur ajoutée – de la production à la commercialisation, en passant par la transformation –, et enfin le renforcement de la société civile. Un travail de plaidoyer est réalisé à l'échelle nationale et internationale afin que les communautés rurales, les paysannes et les paysans sans terre, ainsi que les communautés autochtones et traditionnelles soient en mesure de revendiquer leurs droits à la terre, à un territoire et à l'alimentation.

Accès à la terre et maintien de la biodiversité

L'EPER travaille entre autres avec l'organisation Terra de Direitos, qui aide les familles paysannes et les communautés traditionnelles à préserver la biodiversité et à obtenir un droit d'usage agricole. L'EPER est partenaire de l'organisation Processo de Articulação e Diálogo (PAD) depuis 2016. Avec l'appui du réseau ecclésial brésilien, cette organisation soutient les populations rurales dans la défense de leurs droits humains, notamment leurs droits territoriaux. En collaboration avec l'organisation de base Comissão em Defesa dos Direitos das Comunidades Extrativistas (Codecex), l'EPER favorise la reconnaissance et le respect des droits et de l'importance des activités économiques et des services écologiques des cueilleuses et des



cueilleurs de fleurs traditionnels vivant au nord de Minas Gerais. Leurs droits d'usage sont renforcés, tout comme leur droit à être consultés si des tiers veulent intervenir sur leurs territoires traditionnels. Dans le cadre d'une autre collaboration avec FIAN Brasil, l'EPER aide deux communautés traditionnelles qui vivent au nord de Minas Gerais, les Geraizeiros et les Quilombolas, à se défendre contre les violations des droits humains en lien avec l'ouverture d'une mine.

L'EPER soutient plusieurs projets de promotion de l'agriculture écologique. Ainsi, le Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CAA), organisation partenaire de l'EPER, forme des familles paysannes en agroécologie. Il aide les communautés paysannes et les minorités ethniques à lutter pour leurs droits fonciers et contre les destructions massives de l'environnement par les monocultures et les industries minières. La Cooperativa Grande Sertão (CGS) et le Centro de Desenvolvimento Agroecológico do Cerrado (CEDAC), deux autres organisations partenaires de l'EPER, s'engagent pour

la biodiversité à travers la création de chaînes de valeur ajoutée et la transformation de différents produits du Cerrado. Par exemple, des huiles riches sont tirées des plantes pour assaisonner des plats ou fabriquer des barres de fruits secs et de céréales, des biscuits et des confitures. Le projet inclut la production et la vente d'herbes séchées.

Renforcement des familles paysannes et des communautés traditionnelles

Dans la région irriguée par le Rio Pardo, l'expansion des plantations d'eucalyptus et de café, ainsi que d'autres grands projets, représentent un risque pour la terre et l'eau, et donc une menace pour les moyens de subsistance des familles paysannes. Grâce à un travail exhaustif de plaidoyer, fourni principalement par le Centro de Estudos e Ação Social (CEAS), une autre organisation partenaire de l'EPER, la population a pu se défendre contre les atteintes à son environnement. L'EPER soutient des méthodes d'agriculture durables ainsi qu'un processus de suivi, par la population civile, des quantités d'eau disponibles dans le bassin versant du Rio Pardo.

Exemples de projets du programme pays Brésil

812.359	Goiânia	Accès à la terre et au marché pour les familles paysannes (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 74 871)
812.373	Bahia et Minas Gerais	Droit à l'eau pour les communautés rurales (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 178 345)
812.380	Mato Grosso do Sul	Jardins pour une autosuffisance saine des Guarani Kaiowà (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 60 869)
812.385	Cerrado	Droit à la terre et protection de la diversité culturelle et biologique (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 142 255)
812.387	Cerrado	Terres et revenus pour les communautés traditionnelles (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 404 138)
812.390	Cerrado	Défense des droits et des écosystèmes des communautés traditionnelles (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 194 665)
812.391	Mato Grosso	Reboisement et utilisation durable de la diversité végétale naturelle (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 75 544)

COLOMBIE

Programme pays
384.200

En Colombie, la population rurale est menacée par le conflit de longue date entre le gouvernement et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), la culture de coca et le trafic de drogues tenu par les mafias qui lui est associé, les projets miniers et les énormes monocultures. Cela engendre de la violence et l'expulsion de familles paysannes de leurs villages d'origine. Le gouvernement ne montre guère d'intérêt à la mise en œuvre de l'accord de paix, et encore moins à celle de la réforme agraire et foncière prévue dans l'accord. Pis encore, le vide créé par le désarmement des FARC a laissé place à de nouveaux cartels de la drogue et au crime organisé. De plus, depuis l'accord de paix, des régions désormais plus accessibles sont devenues intéressantes pour les industries minières et l'agrobusiness. Résultat: les droits humains sont bafoués, l'eau est polluée à cause des projets miniers et les écosystèmes sont détruits par la déforestation. À cela s'est ajoutée en 2020 la pandémie de COVID-19, qui a frappé durement la Colombie. Elle a entraîné un appauvrissement dramatique de la classe moyenne, tandis que les super-riches se sont encore enrichis.

Le flux énorme de personnes réfugiées en provenance du Venezuela, qui s'élève à près de 1,8 million d'individus, pose également problème. Ce mouvement migratoire pèse sur la population et sur les infrastructures des régions colombiennes, qui souffrent déjà de faiblesse structurelle et sont le théâtre de conflits armés depuis plusieurs dizaines d'années. Le programme pays se concentre sur le Magdalena Medio, notamment les départements de Santander, de Bolivar et d'Antioquia. Bien que cette région tropicale faiblement peuplée regorge de richesses telles que le pétrole, le charbon, l'or et l'eau, environ 70 % de la population y vit dans la pauvreté.

Protection des ressources naturelles, des droits fonciers et des moyens de subsistance des familles paysannes

L'EPER soutient les communautés rurales dans leur lutte pour obtenir des titres fonciers et dans leurs efforts pour préserver la biodiversité et les ressources naturelles.

Elle joue un rôle essentiel dans la protection des forêts tropicales humides et la défense des droits fonciers individuels et collectifs, menacés par les pressions expansionnistes des industries minières et de l'agrobusiness. En encourageant une agriculture écologique et diversifiée, le programme aide les familles paysannes à mieux s'alimenter et à trouver des alternatives à la culture de coca, par exemple en plantant du riz ou du cacao.

Protection et sécurité de la population locale

En collaboration avec ses organisations partenaires, l'EPER renforce la protection et la sécurité de la population rurale et de ses représentant-e-s dans les régions touchées par les conflits. Concrètement, elle revendique le respect des droits humains, la protection et la sécurité pour toutes et tous – en particulier pour les représentant-e-s locaux ainsi que pour les défen-

seuses et les défenseurs des droits humains et de l'environnement. Elle instaure aussi des mécanismes pour résoudre les conflits et aider les victimes touchées par la violence à se protéger elles-mêmes.

Engagement des femmes dans le processus de paix

En partenariat avec l'organisation de femmes Organización Femenina Popular (OPF), l'EPER soutient les femmes et les jeunes dans leur engagement pour une paix durable. En plus d'offrir un suivi, des conseils, des formations et de favoriser la participation des femmes, il s'agit de mettre en place des mesures de protection pour renforcer la sécurité et d'améliorer l'accès au système judiciaire. Le programme comprend aussi des projets visant à améliorer les conditions socioéconomiques et à créer des sources de revenus pour les femmes – autant de facteurs indispensables à une paix durable.



Exemple de projets du programme pays Colombie

842.395 Magdalena Medio

Défense des ressources naturelles par les familles paysannes
(budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 262 128)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Programme pays
378.801

Dans la province du Nord-Kivu, les conflits armés entre l'armée congolaise et les différents groupes rebelles sont récurrents. L'EPER soutient la population civile en détresse en œuvrant à l'amélioration de la situation alimentaire, à l'augmentation des revenus et à la cohésion au sein des communautés. Malgré les restrictions liées aux conditions sécuritaires et la marge de manœuvre réduite de la population civile, l'EPER et ses organisations partenaires parviennent à mener à bien ce programme.



Elles améliorent ainsi les conditions économiques et sociales des communautés rurales vivant dans les territoires de Rutshuru, de Masisi et de Lubero, dans le Nord-Kivu.

Soutien à l'autonomie des communautés rurales

Dans le domaine du développement rural, la production agricole a continué de s'améliorer grâce aux projets de l'EPER. Avec ses organisations partenaires, elle met à disposition des semences améliorées et des espaces de stockage et transmet des méthodes qui permettent d'augmenter les rendements agricoles. Le programme veut également établir des connexions entre vendeuses, vendeurs, acheteuses et acheteurs afin d'augmenter la production et les ventes. L'objectif est de permettre aux familles paysannes de la région de stabiliser leurs moyens de subsistance et d'assurer des

sources de revenus à partir de leurs cultures. La production de manioc a considérablement augmenté dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, tout comme la production de maïs dans l'ensemble de la région. Par ailleurs, le développement de chaînes de valeur agricoles présente des perspectives prometteuses et durables. Depuis fin 2018, l'EPER travaille en partenariat avec l'organisation Action pour le Développement des Milieux Ruraux (ADMR), dans le Sud-Kivu.

Accès à la terre

La plupart des familles paysannes soutenues par l'EPER n'ont généralement pas de titres fonciers pour les terres qu'elles exploitent. Leur accès à la terre n'est donc pas garanti. L'EPER informe la population sur les questions de droit foncier afin que les personnes concernées puissent exiger des autorités des titres en bonne et due forme. Les paysannes et les paysans confrontés à des conflits autour de la terre reçoivent un soutien juridique en vue d'obtenir des titres fonciers ou un contrat de fermage à de bonnes conditions. Les autorités provinciales ou locales sont également sensibilisées aux questions des droits à la terre des agricultrices et des agriculteurs.

Soutien juridique aux personnes victimes de violences sexuelles

Au Nord-Kivu, Dynamique des Femmes Juristes (DFJ), organisation partenaire de l'EPER, propose un soutien juridique aux survivant-e-s de violences sexuelles afin de lutter contre l'impunité des auteur-e-s. En collaboration avec d'autres organisations, DFJ aide aussi les victimes à trouver un soutien médical et psychologique. Afin de prévenir les violences sexuelles, elle sensibilise les communes rurales à ces thématiques et mène un travail de plaidoyer auprès des autorités afin que les auteur-e-s de violences sexuelles soient poursuivis devant la justice.

Accès facilité aux zones de conflit

Dans la région de Bwito, l'EPER a démarré un projet d'assainissement des routes et des ponts visant à faciliter le passage des organisations humanitaires. L'objectif principal est d'améliorer les conditions de vie de la population victime de la guerre. Cette dernière participe aux travaux d'assainissement des infrastructures contre rémunération.

Exemples de projets du programme pays République démocratique du Congo (RDC)

788.373	Province du Nord-Kivu, territoires de Lubero et de Rutshuru	Identification et désamorçage des sources de conflit du quotidien (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 164 770)
788.381	Province du Nord-Kivu, territoires de Masisi et de Rutshuru	Prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 121 144)
788.402	Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, territoires de Masisi et de Kalehe	Récoltes et commercialisation pour les maraîchères et les maraîchers (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 326 278)

ÉTHIOPIE

Programme pays
370.600

Avec plus de 110 millions d'habitant-e-s, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Plus de 80 % de la population vit dans des régions rurales. Ces dernières années, la croissance économique s'est ralentie. Ce ralentissement, allié à la situation politique instable, à la pandémie de COVID-19 et aux catastrophes naturelles régulières, a aggravé les conflits autour des ressources naturelles entre les différents groupements. Des millions de personnes vivent encore dans une pauvreté extrême. L'EPER s'engage pour la justice sociale et la protection de la dignité humaine. En collaboration avec d'autres actrices et acteurs de la coopération au développement, l'organisation soutient concrètement l'utilisation durable des ressources naturelles afin d'augmenter les revenus et la résilience des communautés. L'EPER travaille également avec les familles d'éleveuses et d'éleveurs démunies face à la grave sécheresse qui touche le sud du pays. Les familles concernées reçoivent une aide sous la forme de transports d'eau et de versements d'urgence, qui leur permettent d'acheter des denrées alimentaires, des médicaments ou du fourrage. L'EPER associe les communautés de bergères et de bergers aux systèmes d'alerte rapide. Elle favorise la diversification des revenus grâce à la création de petites entreprises familiales et soutient les familles dans l'amélioration de la production fourragère. L'EPER mène également des projets d'accès à l'eau potable et de renforcement des organisations et groupes locaux afin que ceux-ci puissent s'engager à leur tour pour un avenir axé sur la dignité humaine.

Sécurité alimentaire et création de revenus

Auprès de certaines communautés, l'EPER favorise la diversification des moyens de subsistance. En Éthiopie, il est urgent d'encourager la production d'aliments qui sont demandés sur les marchés locaux. L'EPER travaille avec l'organisation partenaire Gurmoo Development Association (Gurmoo) pour améliorer et étendre la



production locale de miel. Le projet bénéficie à plus de 3238 familles paysannes productrices de miel et de cire. En renforçant la production et la qualité des produits, les familles paysannes améliorent leurs moyens de subsistance. L'apiculture est intéressante à plus d'un titre, puisqu'elle ne nécessite pas de grandes parcelles de terre.

Accès à une eau potable de qualité

Dans de nombreuses régions rurales d'Éthiopie, le manque d'eau menace toujours l'existence de la population. En collaboration avec des organisations locales comme Dorcas Aid Ethiopia (DAE) et Enhanced Rural Self Help Association (ERSHA), l'EPER met en œuvre des projets destinés à favoriser l'accès durable à l'eau potable et aux installations sanitaires. L'accès à l'eau potable est assuré par la construction de systèmes hydrauliques, de conduites et de points d'eau. Pour chaque point d'eau, des comités locaux de gestion de l'eau sont

formés. Ils veillent à l'exploitation et à la maintenance des infrastructures. À cette fin, l'EPER et ses partenaires collaborent avec les autorités publiques responsables de l'accès à l'eau.

Une exploitation durable des ressources naturelles

La promotion de mesures de protection des sols, la rétention des eaux pluviales et la gestion durable des pâturages, ainsi que des méthodes d'agriculture biologique sont des priorités pour l'EPER. L'organisation collabore étroitement avec ses organisations partenaires, les autorités traditionnelles et les autorités locales publiques afin de diffuser des pratiques durables d'utilisation de l'eau et des pâturages aux niveaux local et régional. Les projets soutenus par l'EPER favorisent les échanges de savoirs et l'adoption de techniques agricoles durables. Ils visent à renforcer les facultés d'adaptation aux changements climatiques des familles paysannes et éleveuses.

Exemples de projets du programme pays Éthiopie

706.396



Région d'Oromia,
zone de Borena

Pérennisation des moyens de subsistance des nomades
(budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 511 726)

706.408

Région d'Amhara,
East Gojjam

Sécurité alimentaire grâce à l'agriculture durable
(budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 74 062)

706.409

Régions d'Amhara,
de Somali et d'Oromia

Aide aux victimes de l'invasion de criquets pèlerins
(budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 407 342)

PARTENARIATS ŒCUMÉNIQUES

GUATEMALA

490.998

« Le principal défi pour la population précarisée au Guatemala est d'avoir une alimentation suffisante et saine. On constate encore une fois à quel point il est essentiel de mettre l'accent sur le droit à l'alimentation et de prioriser les préoccupations de la population autochtone et rurale », commentent les deux coordinatrices du programme au Guatemala. Depuis 2014, l'EPER et Action de Carême s'engagent ensemble pour les droits des communautés autochtones, dans le cadre d'un partenariat œcuménique.

Le droit aux semences, qui doit constamment être défendu sur la scène politique, est l'un des thèmes centraux de ce partenariat œcuménique en 2024. C'est pour cette raison qu'Action de Carême et l'EPER soutiennent ensemble le travail de leur organisation partenaire Red Nacional por la Defensa de la Soberanía Alimentaria en Guatemala (REDSAG), le réseau pour la souveraineté alimentaire au Guatemala. Le réseau



compte 25 organisations membres et entretient des contacts avec plus de 200 organisations nationales de base. L'objectif de REDSAG est d'améliorer les conditions politiques et économiques de façon à lutter contre les causes structurelles de la pauvreté et de la faim. Cela passe par l'accès à la terre, les titres fonciers, la législation sur les semences et la disponibilité de l'eau.

Le recours aux méthodes de culture écologiques, l'organisation de foires aux semences et la sensibilisation à l'importance de la diversité des semences traditionnelles, indispensables pour s'adapter aux changements climatiques, sont également promus.

Budget 2024 : CHF 75 000

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

490.928

Depuis plus de 10 ans, l'EPER et Action de Carême sensibilisent la population aux répercussions de l'extraction minière, en collaboration avec l'Observatoire Africain des Ressources naturelles (AFREWATCH) et le Centre d'Aide Juridico-Judiciaire (CAJJ). Des recherches détaillées sont menées et publiées, afin de faire pression sur Glencore et d'autres entreprises.

En Suisse, Action de Carême et l'EPER s'engagent pour des lois plus strictes afin que les entreprises helvétiques respectent aussi les droits humains et les normes environnementales à l'étranger. Les enquêtes menées révèlent que les communautés locales ne bénéficient que peu de l'extraction minière et que leurs droits sont rarement respectés. De son côté, Glencore, le plus grand négociant de matières premières, enregistre chaque année un chiffre d'affaires de plusieurs milliards et bénéficie d'une fiscalité très avantageuse en Suisse. Le groupe s'accommode des violations des droits humains et des graves

dommages environnementaux liés à son activité.

Un programme d'information et de formation continue permet aux communautés concernées d'échanger entre elles. Elles abordent des thèmes tels que les réglementations en vigueur dans l'industrie minière ou les droits miniers et humains et apprennent à porter leurs revendications auprès des autorités et des responsables des mines. AFREWATCH collabore avec des communautés de la région de Kolwezi, afin qu'elles créent des comités dont elles élisent les membres. Ces comités rédigent régulièrement des rapports de suivi qui servent de base aux publications locales et au dialogue avec les autorités et les entreprises. Les activités minières ont déjà fait de nombreuses victimes, qui souhaitent revendiquer leurs droits. Aussi, les personnes qui ne peuvent s'offrir un avocat-e bénéficient d'un soutien juridique du CAJJ. Ce dernier a par exemple obtenu gain de cause pour des familles paysannes dont les champs avaient été pollués en raison d'un déversement accidentel d'acide sulfurique. Les familles ont reçu des semences et un soutien dans leurs cultures agricoles.

Budget 2024 : CHF 65 000



HAÏTI

Programme pays
383.001

Haïti compte parmi les pays les plus pauvres du monde; il détient le record de pauvreté dans cette partie de l'hémisphère nord. Près de 60% de sa population vit dans des conditions précaires et au moins 40% est analphabète. Les causes sont à chercher dans l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et la négligence dans les investissements publics. Les cyclones récurrents s'ajoutent aux difficultés du pays, anéantisant les efforts de la population pour s'assurer un approvisionnement alimentaire minimal. L'EPER mène des projets de coopération internationale dans le département de la Grand'Anse, une région isolée qui a été touchée de plein fouet par l'ouragan Matthew en octobre 2016. La majorité de la population vit dans des zones de montagne reculées, d'où l'accès aux marchés et aux villages voisins est difficile.

Encouragement des revenus et sécurité alimentaire

L'EPER encourage la production agricole à forte valeur ajoutée, comme la culture de fruits et de légumes ou l'élevage de petit

bétail. La transformation et la commercialisation doivent aussi être intégrées au projet afin d'accroître les recettes tirées de la vente des produits. Ce complément de revenus permet aux associations de parents d'élèves de participer au financement des écoles soutenues par l'EPER, ce qui favorise la scolarisation des enfants. Les cantines scolaires gérées de manière collective dans les communes isolées de la Grand'Anse présentent de nombreux avantages. Non seulement elles accroissent l'attrait des écoles communautaires, mais elles permettent aussi aux élèves d'avoir deux repas équilibrés et sains par jour et aux mamans qui cuisinent de compléter leurs revenus. En outre, les productrices et les producteurs locaux y trouvent un marché institutionnel pour vendre leurs produits.

Amélioration de l'infrastructure rurale

L'EPER aide les populations qui vivent dans les régions reculées de la Grand'Anse à sortir de leur isolement et à accéder plus facilement aux services de base. À cette fin, l'organisation mise sur l'amélioration des infrastructures rurales, en particulier les routes et les marchés. Afin de s'assurer de l'entretien des infrastructures et du fonctionnement des écoles sur la durée, elle monte des structures com-

munes, les forme et les renforce de manière ciblée.

Dialoguer et améliorer la gouvernance

L'EPER encourage le dialogue entre les communautés rurales et les autorités locales afin que la population soit davantage en mesure de faire valoir ses droits. Elle favorise la compréhension mutuelle et l'application de processus de gestion transparents. Le programme pays place les communautés rurales et les autorités au cœur du développement local et contribue à assurer une plus grande transparence dans la gestion des ressources.

Une plus grande résilience face aux catastrophes

En Haïti, les catastrophes naturelles représentent un danger permanent. Partant de ce constat, l'EPER aide la population locale à accroître sa résilience face à de tels événements. L'aide humanitaire qui a suivi le passage de l'ouragan Matthew a été transformée en un appui à moyen terme visant à soutenir les productrices et les producteurs de semences et à améliorer l'accès à l'eau. Depuis 2020, l'EPER se concentre sur la prévention des catastrophes auprès des communautés rurales, sur le développement régional le long de la côte de la Grand'Anse et sur le renforcement de la biodiversité.



© EPER/Sabine Burt

Exemples de projets du programme pays Haïti

830.388	Grand'Anse	Meilleurs revenus grâce à la production agroécologique (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 317 908)
830.391	Grand'Anse	Projet d'appui au développement durable de l'économie côtière (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 369 906)
830.394	Grand'Anse	Eau potable et hygiène pour les communautés villageoises (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 266 425)
830.396	Grand'Anse	Gouvernance des cantines dans des villages reculés (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 893 038)

HONDURAS

Programme pays
383.500

Le Honduras compte parmi les pays les plus pauvres d'Amérique latine. Une élite peu nombreuse mais puissante impose ses propres intérêts par tous les moyens. La corruption et l'impunité sont monnaie courante. Certaines règles garantes de la démocratie, comme la séparation des pouvoirs, ont été suspendues ces dernières années. L'armée et la police civile ont été largement développées. Les personnes qui manifestent ou défendent les droits humains sont brutalisées, bien que leurs actions soient pacifiques. Toutes ces personnes, de même que les représentantes et

les représentants locaux, les communautés villageoises et les populations autochtones, sont criminalisées et risquent de subir des actes violents en raison de leurs manifestations pacifiques. S'ajoute à cela une pauvreté économique flagrante, avec 65 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté et 40 % dans une pauvreté extrême. Ces chiffres concernent aussi bien la population rurale que les citoyen-ne-s des quartiers précarisés.

Protection et défense des droits humains

L'EPER soutient le travail des organisations de défense des droits humains. Elle forme les communautés rurales et les accompagne afin qu'elles revendiquent leurs droits plus efficacement. Autre point essentiel du projet: la mise en place de méca-

nismes d'autoprotection pour les personnes menacées. Les personnes engagées dans la défense des droits humains qui sont dans une situation de détresse sont également conseillées et soutenues sur le plan juridique. Plusieurs organisations partenaires locales participent à ce programme: Asociación para una Ciudadanía Participativa (ACI-Participa), Comité por la Libre Expresión (C-Libre), Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras (COFADEH), Peace Watch Switzerland (PWS) et Plataforma Internacional contra la Impunidad (PICI). Elles sont spécialisées dans la défense des personnes menacées, les activités de lobbying, l'information du grand public et les droits fonciers et environnementaux. Grâce à deux mandats de l'Union européenne pour 2020–2023, l'EPER a pu étendre considérablement son travail dans ce domaine.

Terre, eau et biodiversité

L'EPER soutient les communautés rurales et leur donne les capacités de produire des denrées alimentaires de bonne qualité et en quantité suffisante, ainsi que d'améliorer l'accès à l'eau – et ce malgré des conditions difficiles (manque de terres, sols pauvres, sécheresses). Pour ce faire, l'organisation promeut des méthodes de culture écologiques, la diversification des cultures, la protection des semences locales, la garantie et l'amélioration de l'accès à l'eau, l'utilisation optimale et économique de cette ressource et la protection des sources d'eau. Sur le plan politique, l'EPER s'engage, aux côtés de ses organisations partenaires, pour une politique agricole qui fait passer les besoins des familles paysannes avant ceux de l'agrobusiness axé sur l'exportation.

Promotion des possibilités de revenus et des marchés de vente

En plus d'améliorer l'autosuffisance des familles paysannes, l'EPER encourage la commercialisation des produits agricoles. Elle se concentre sur les chaînes de création de valeur ajoutée suivantes: transformation des fruits, production et commercialisation des semences traditionnelles ou des denrées alimentaires issues de ces dernières (maïs et haricots) et vente de fruits et de légumes sur les marchés locaux.



Exemples de projets du programme pays Honduras

835.361  Sud du Honduras

835.401 Sud du Honduras

835.405 Honduras, départements de Choluteca, Valle, Francisco Morazán, El Paraíso, Olancho, Atlántida et Yoro

Résilience des familles paysannes face aux changements climatiques (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 360 861)

Gestion de l'eau pour stabiliser les récoltes en milieu aride (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 157 836)

Renforcement des droits humains par le dialogue et la mise en réseau (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 83 154)



© EPER/Ioana Moldovan

KOSOVO/ROUMANIE/ SERBIE/HONGRIE

Programme régional
302.013

Intégration et renforcement de la population rom

En Europe de l'Est et dans les Balkans occidentaux, la minorité rom est confrontée à un taux de chômage élevé, subit des discriminations au quotidien et est marginalisée par la société. Elle bénéficie d'un accès limité aux institutions et aux services publics. Le programme de l'EPER vise à remédier à cette situation en favorisant l'intégration sociale, économique et sociétale de la population rom et d'autres groupes de population défavorisés en Roumanie, en Hongrie, au Kosovo et en Serbie. Il sensibilise également à l'antitsiganisme

et lutte activement contre ce dernier. L'accent est mis sur la formation scolaire, l'insertion professionnelle et l'amélioration des conditions de logement. Afin d'obtenir des changements systémiques, le programme mise aussi sur l'amélioration des conditions politiques et institutionnelles dans chaque pays. Un projet a notamment permis que les cours de soutien soient intégrés au système scolaire national. L'EPER et ses organisations partenaires ont renforcé leur engagement contre la discrimination et le racisme envers les Roms et en ont fait un de leurs objectifs.

Activités mises en œuvre

Les projets favorisent l'intégration scolaire des enfants et des jeunes défavorisés grâce à des cours de soutien scolaire, du mentorat, des programmes de bourses et un coaching pour les équipes d'inclusion.

L'EPER propose également des programmes de stages et une offre d'orientation professionnelle et de coaching pour les jeunes afin de continuer à les soutenir après leur scolarité obligatoire et d'augmenter leurs chances sur le marché du travail. Parallèlement, elle sensibilise les employeuses et les employeurs à la situation des jeunes défavorisés et crée des structures de soutien pour les jeunes dans les entreprises. L'EPER met également l'accent sur le renforcement de la collaboration entre les employeuses, les employeurs et les écoles professionnelles.

En outre, la régularisation des maisons et la transformation des infrastructures doivent permettre d'améliorer les conditions de logement au sein des camps roms. Pour ce faire, l'EPER et ses organisations partenaires travaillent en étroite collaboration avec les communes responsables. Les habitant-e-s peuvent participer à la planification et à l'aménagement de leurs logements très modestes.

Au niveau sociétal, l'EPER s'efforce de sensibiliser les fonctionnaires, le corps enseignant et les responsables des paroisses à la question du racisme envers la population rom. Des activités communes sont organisées au sein des paroisses et des écoles. Des processus de résolution des conflits et de réconciliation sont mis en place et accompagnés.

Exemples de projets du programme régional Kosovo/Roumanie/Serbie/Hongrie

926.335	Kosovo	Amélioration des conditions de vie et de la formation des Roms (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 1 750 717)
927.385	Serbie	Amélioration des logements et de la formation des Roms (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 393 968)
942.403	Roumanie	Insertion professionnelle des jeunes socialement défavorisés (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 470 391)
949.335	Hongrie	Soutien à l'intégration de la jeune génération des Roms (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 296 111)

MÉKONG

Programme régional
600.025

Le programme régional de l'EPER pour le Mékong concerne le Cambodge et le Myanmar. Certes, il existe des différences sociales, économiques et politiques entre les deux pays, mais ils présentent aussi des ressemblances. Ils sont tous deux touchés par la pauvreté, bien que le Cambodge ait réalisé des progrès en la matière ces dernières années, tandis que le Myanmar a connu des revers en raison du coup d'État et de la pandémie de COVID-19. Les deux pays sont vulnérables face aux changements climatiques et sont confrontés à des défis majeurs dans les domaines de l'agriculture et de la gestion des ressources.

Promotion d'une agriculture résiliente et de moyens de subsistance durables

Le programme régional pour le Mékong vise entre autres à améliorer la production agricole et à aider les paysan-ne-s des deux pays à s'adapter aux changements climatiques. Cela implique le recours à des méthodes de culture résilientes, un accès à des variétés de semences améliorées et l'introduction de pratiques d'exploitation durables. L'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des communautés concernées.

Création d'un environnement favorable à la gestion des terres et à des moyens de subsistance durables

La promotion de la gestion des terres et des droits fonciers est un autre élément clé du programme régional. Ce dernier soutient le développement de systèmes d'exploitation et de répartition de terres plus transparents et équitables. Il promeut la garantie des droits fonciers pour les groupes défavorisés et l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles. Les populations des deux pays bénéficieront ainsi d'un meilleur accès à la terre et aux res-



sources naturelles et pourront développer des moyens de subsistance durables.

Amélioration de l'utilisation et de la gestion des terres et des ressources naturelles

Les gouvernements, la société civile et les communautés locales bénéficient d'un soutien pour développer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies efficaces d'utilisation et de gestion durables des terres et des ressources naturelles. Cela passe notamment par le renforcement des institutions et des capacités en la matière. L'objectif est de préserver les ressources

naturelles, de réduire les conflits et d'assurer une durabilité à long terme.

À travers ces trois domaines d'intervention, le programme régional cherche à améliorer les moyens de subsistance des populations du Cambodge et du Myanmar, à les rendre plus résilientes face aux changements climatiques et à favoriser un accès équitable aux ressources naturelles. Les personnes concernées sont des familles paysannes, des déplacé-e-s, des personnes affectées par des crises et d'autres individus vulnérables.

Exemples de projets du programme régional Mékong

652.323	Cambodge	Amélioration des récoltes de poivre à Memot (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 196 549)
652.326	Cambodge	Des communautés rurales régulent l'accès à la terre et à l'eau (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 286 933)
652.330	Cambodge	Défense des familles paysannes et des populations autochtones (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 43 039)
652.338	Cambodge	L'innovation au service de la sécurité alimentaire (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 215 199)
652.346	Cambodge	Culture et commercialisation des noix de cajou (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 427 530)
652.347	Cambodge	Irrigation et culture écologique contre les changements climatiques (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 1 525 050)
652.349	Cambodge	Défense des droits fonciers des communautés autochtones (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 143 466)

NIGER

Programme pays
375.600

L'EPER est active au Niger depuis la grande sécheresse des années 1970. Elle soutient les populations rurales des régions de Maradi, de Zinder, de Dosso et de Diffa dans leurs efforts pour améliorer leurs conditions de vie et mieux se prémunir contre les sécheresses.

Cohabitation pacifique et développement local

Avec la croissance démographique, la pression s'accroît autour des ressources naturelles. Par conséquent, les voies de transhumance traditionnelles sont souvent bloquées, ce qui attise les tensions

entre les familles paysannes et les familles éleveuses nomades. L'EPER soutient les négociations autour des voies de passage du bétail et complète cette approche en finançant la mise en place de commissions pour les droits fonciers. Ces dernières jouent un rôle essentiel dans l'application correcte des textes de loi sur l'utilisation des terres. L'EPER cartographie les voies de passage sûres en collaboration avec les autorités locales et met les résultats à disposition des instances de résolution de conflits. Le projet contribue donc largement à empêcher les conflits entre les familles qui élèvent du bétail et celles qui cultivent des terres. Afin de faire face à la pression sur les ressources, le projet finance également des activités d'assainissement des pâturages endommagés ainsi que la construction de puits ou de fontaines pour les familles d'éleveuses et

d'éleveurs et leurs troupeaux, tout le long des voies de transhumance.

Une alimentation stable pour les personnes et les animaux

Les périodes de sécheresse se multiplient en raison des changements climatiques et menacent la sécurité alimentaire des paysannes. Les pluies sont encore moins prévisibles qu'auparavant et durent moins longtemps. L'intensification de l'agriculture à l'aide de méthodes biologiques adaptées et l'utilisation de semences de millet et de haricots de meilleure qualité permettent aux familles paysannes d'obtenir de meilleures récoltes. Les périodes annuelles de famine sont ainsi réduites. Lorsqu'ils parviennent à s'organiser et à mettre en commun leurs produits, les productrices et les producteurs peuvent dégager des bénéfices en vendant notamment leurs excédents de haricots. L'EPER encourage par ailleurs les cultures potagères pendant la saison sèche, notamment la culture de moringa, ainsi que la commercialisation des produits dérivés. Les feuilles de moringa ont plusieurs vertus : elles permettent aux familles de varier les repas, procurent des revenus supplémentaires et réduisent la dépendance envers les récoltes souvent insuffisantes de millet et de haricots.

Eau potable et amélioration des pratiques d'hygiène

Le taux de mortalité infantile au Niger est l'un des plus élevés au monde. Cela s'explique par la sous-nutrition chronique et le manque d'eau potable, d'infrastructures sanitaires et de centres médicaux fonctionnels. Des mesures de sensibilisation et d'information sur les questions de santé et de prévention viennent appuyer les effets bénéfiques des équipements sanitaires et des systèmes d'approvisionnement en eau de qualité. Ce projet a donc un impact décisif sur l'amélioration de la santé des enfants en bas âge. Les parents doivent également réaliser à quel point l'hygiène et la construction de latrines sont essentielles pour la santé de leur famille. Aussi, l'EPER encourage de bonnes pratiques d'hygiène dans le cadre familial et raccorde les écoles et les centres médicaux de la région aux réseaux d'eau potable existants.



Exemples de projets du programme pays Niger

756.351	Maradi et Zinder	Bases alimentaires stables pour les personnes et les animaux (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 329 453)
756.361	Diffa	Coexistence pacifique entre agriculture et élevage (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 362 398)
756.364	Zinder	Résolution commune de conflits fonciers liés au nomadisme (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 569 295)

PALESTINE/ ISRAËL

Programme pays
360.501

Tant en Israël qu'en Palestine, on constate ces dernières années une marge de manœuvre réduite dans les groupes de la société civile ainsi qu'un non-respect croissant de l'état de droit et du droit international. La société est divisée, le pouvoir en place est considéré comme illégitime par une partie de la population et le nombre de groupes défavorisés augmente.

Avec son programme, l'EPER soutient les actrices et les acteurs de la société civile, notamment dans leur engagement en faveur des droits humains et de la sensibilisation aux causes du conflit. Elle renforce les communautés vulnérables et fait en sorte que les décideuses et les décideurs locaux et nationaux soient mis davantage à contribution. Elle informe également la population israélienne sur la situation des Palestinien-ne-s pour lui faire prendre conscience de ses responsabilités.

Open Forum pour la transformation des conflits

L'Open Forum offre un espace sûr et une plateforme de discussion aux organisations intéressées, israéliennes et palestiniennes. Les thèmes des conflits sont sciemment abordés et des concepts pour la transformation des conflits par la société civile

sont mis au point en vue d'être intégrés aux projets de chaque organisation partenaire. Les organisations impliquées ont ainsi développé des approches pour renforcer la résilience des communautés menacées et les mettent en œuvre dans leurs projets.

Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine/Israël (EAPPI)

Après une pause liée à la pandémie de COVID-19, les observatrices et les observateurs des droits humains internationaux sont de nouveau présents dans les territoires palestiniens occupés, où les violations des



Exemples de projets du programme pays Palestine/Israël

605.323	Palestine, Israël	Protection et défense des droits humains en Israël et en Palestine (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 464 822)
605.325	Palestine, Israël	Open Forum pour la transformation des conflits (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 133 035)
605.342	Gaza	Promotion des initiatives des jeunes pour renforcer la cohésion sociale (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 81 213)
605.344	Israël	Le potager, un pas vers l'autonomie des Bédouines (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 64 970)
605.345	Jérusalem	Implication de la population dans l'aménagement urbain de Jérusalem (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 80 141)
605.346	Jérusalem et Cisjordanie	Accès des communautés palestiniennes à leur patrimoine culturel (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 64 113)
605.347	Gaza	Création de petites entreprises par de jeunes adultes (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 130 558)
605.349	Cisjordanie	Cultiver pour lutter contre les expropriations (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 162 976)
605.350	Palestine, Israël	Des Israélien-ne-s discutent du droit de retour (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 64 113)
605.351	Jérusalem-Est	Promotion des compétences digitales et entrepreneuriales des jeunes Palestinien-ne-s (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 104 184)
605.352	Israël, Palestine	Rapports indépendants prenant en compte les personnes défavorisées (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 65 591)
605.356	Israël	Israël après sa fondation : que disent les archives (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 48 085)

droits humains sont courantes. Grâce à leur présence, la population bénéficie d'une meilleure protection contre les violences. En outre, les organisations locales de la société civile et les paroisses jouissent d'une plus grande marge de manœuvre.

Créativité et artisanat pour un avenir meilleur (CFTA)

Face à l'aggravation constante de la situation, l'organisation partenaire Culture & Free Thought Association (CFTA) crée un espace sécurisant pour les jeunes dans le sud de la bande de Gaza. Elle propose aux jeunes une formation de base et soutient la création de petites entreprises dans le but de créer des perspectives et des revenus. Le programme prévoit un axe de travail spécifique autour des femmes, qui manquent souvent de pers-

pectives professionnelles dans les sociétés traditionnelles. Des jeunes femmes apprennent par exemple à fabriquer de petits objets en bois dans un atelier de CFTA.

Accès à l'héritage culturel des communautés palestiniennes (Emek Shaveh)

Les accords d'Oslo reconnaissent les droits des Palestiniennes et des Palestiniens à leur héritage culturel. Ils prévoient en outre qu'Israël remette la gestion des sites archéologiques de Cisjordanie entre les mains de l'Autorité palestinienne. Mais jusqu'à présent, cela ne s'est pas fait.

À travers ce projet, l'EPER et l'organisation israélienne Emek Shaveh souhaitent faire comprendre aux décideuses et décideurs

locaux et internationaux, aux organisations non gouvernementales (ONG) et au grand public que les communautés palestiniennes ont également droit à leur héritage culturel, et que les autorités israéliennes sont dans l'obligation de reconnaître et de faire appliquer ce droit.

Des Israélien-ne-s discutent du droit de retour

La reconnaissance de l'injustice dont ils ont été victimes lors des expulsions massives et le droit au retour sont revendiqués par de nombreux Palestinien-ne-s. Or, pour nombre d'Israélien-ne-s, ce sujet est tabou. L'objectif du projet est de mettre un terme au discours dominant et d'encourager la réflexion sur le passé, afin de contribuer à réparer ce tort.

SÉNÉGAL

**Programme pays
376.400**

L'EPER est active au Sénégal depuis les années 1980. Ses projets se concentrent sur la protection des ressources, l'agriculture durable et la création de revenus. En collaboration avec ses organisations partenaires locales, l'EPER aide également la population rurale souvent défavorisée à revendiquer ses droits, notamment fonciers.

Alphabétisation et création de revenus pour les communautés rurales

L'EPER aide les organisations de femmes et les organisations citoyennes à améliorer les conditions de vie au sein de leurs communautés. L'œuvre d'entraide met l'accent sur l'implication active de la population dans les projets de développement local, notamment dans la création d'infrastructures (approvisionnement en eau, centres médicaux, écoles, etc.), ainsi que sur la défense des intérêts des familles d'éleveuses et d'éleveurs.

L'amélioration des revenus des ménages précarisés constitue également un point central du projet. À cet effet, l'EPER sou-

tient différents groupes de femmes et comités villageois dans la production et la commercialisation de leurs produits locaux. Dans ce contexte, le commerce de détail et la transformation des produits de l'élevage comme la transformation laitière, la production de beurre clarifié et l'élevage de petits animaux sont intéressants. En outre, dix centres d'alphabétisation en pulaar, la langue locale, ont été ouverts dans la région couverte par le projet. Enfin, le projet met l'accent sur la participation et l'intégration des jeunes adultes. Environ 320 jeunes femmes et hommes bénéficient d'une formation continue adaptée à leurs besoins, avant d'être insérés sur le marché du travail local.



© EPER/Christian Bobst

Protection de la mangrove du delta du Saloum

La mangrove du delta du Saloum ne cesse de décroître d'année en année. Par conséquent, divers fruits de mer qui en ont besoin pour survivre, tels que les huîtres, les moules ou les crevettes sont menacés. Or, ils constituent une source importante de nourriture et de revenus pour la population de cette région. Il est donc urgent de trouver des solutions pour une exploitation durable de la mangrove. L'EPER soutient la

population, notamment en promouvant des méthodes simples et bon marché pour la culture des huîtres, en l'aidant à construire des fours à bois économes en énergie et en réalisant un travail de sensibilisation, d'information et de coordination sur la protection des ressources naturelles.

Défense des terres ancestrales

Au Sénégal, le phénomène d'appropriation illégale des terres par les investisseuses et les investisseurs s'est considérablement ag-

gravé ces dernières années. Dans la région de Thiès, les familles paysannes vivent constamment dans la crainte de perdre leur parcelle. L'EPER les aide à inscrire leur terre au cadastre afin d'obtenir un titre foncier en bonne et due forme. Les communautés villageoises sont également informées de la loi actuelle et bénéficient d'un soutien pour s'organiser. En cas d'accapement illégal des terres, elles sont ainsi mieux armées pour se défendre et imposer leurs droits.

Exemples de projets du programme pays Sénégal

764.335	Fatick	Vivre mieux de la mangrove dans le delta du Saloum (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 246 737)
764.337	Thiès	Des familles paysannes défendent leurs droits fonciers (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 286 831)
764.342	Ferlo	Alphabétisation et création de revenus pour les communautés rurales (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 339 263)

CAMPAGNE
ECUMÉNIQUE

COLLABORATION AVEC LES ÉGLISES

L'EPER trouve ses racines dans la collaboration avec les Églises. Aux côtés de ses Églises partenaires en Europe de l'Est, en Italie et au Proche-Orient, et dans le cadre de ses projets sur mandat de l'Église évangélique réformée de Suisse, elle soutient le travail diaconal et encourage le développement de la vie ecclésiale.

La collaboration avec les Églises poursuit trois axes thématiques, dont l'objectif est de renforcer la pertinence des Églises partenaires au sein de la société :

1. améliorer l'inclusion sociale des personnes défavorisées grâce à l'action diaconale ;
2. renforcer la vie ecclésiale par des formations et des formations continues, des programmes destinés à la jeunesse, des initiatives paroissiales innovantes, etc. ;
3. soutenir les partenariats des Églises et encourager les échanges entre les Églises partenaires à l'étranger et les paroisses de Suisse.

Collaboration avec les Églises EN EUROPE DE L'EST 300.002

La collaboration avec les Églises en Europe de l'Est a toujours été une composante essentielle de la mission de l'EPER. Pendant les premières décennies de son existence, l'EPER a mis l'accent sur les transports de biens de première nécessité et le soutien financier aux Églises partenaires d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, elle soutient surtout les développements de l'Église et de la diaconie.

Dans leur position de minorité ecclésiale et linguistique, les Églises partenaires sont confrontées à des défis majeurs liés à la diminution du nombre de leurs membres. Ce phénomène s'explique notamment par la migration et le vieillissement démographique (membres vieillissants et faible natalité). La migration pour des raisons économiques est connue de tous les pays d'Europe de l'Est. Depuis le début de la guerre en

Ukraine en février 2022, les Églises partenaires de la région sont confrontées à une tâche immense : réagir à la situation humanitaire critique en Ukraine et aider les personnes réfugiées dans les pays voisins.

Roumanie

En matière de développement, la majeure partie de la Roumanie a plusieurs dizaines d'années de retard, et pas seulement par rapport à l'Europe occidentale. Les zones rurales sont particulièrement touchées par les phénomènes de l'émigration et du vieillissement de la population. L'intégration des Roms représente également un défi de taille. Dans ce contexte, l'EPER soutient le service de soins à domicile pour les personnes âgées et nécessitant des soins lancé par la fondation Diakonia de l'Église réformée de Roumanie, ainsi qu'un centre de conseil pour les victimes de violence domestique. L'EPER encourage également l'inclusion des personnes en situation de handicap. Elle leur propose des ateliers protégés où travailler, une structure au quotidien, des offres de logement ainsi qu'une aide à l'emploi et à l'intégration

professionnelle en entreprise. Tout cela va de pair avec des cultes accessibles à toutes et à tous, un travail de sensibilisation et des initiatives politiques. Enfin, l'EPER soutient des programmes de formation continue pour les pasteur-e-s et le personnel ecclésial de l'Église réformée.

Ukraine

La Transcarpatie, dans l'ouest de l'Ukraine, est une région très faible sur le plan structurel. Avant la guerre, une personne sur quatre vivait déjà en dessous du seuil de pauvreté et 60 % de la population était considérée comme pauvre. Depuis l'invasion russe, le pays se trouve en état d'urgence et fait face à une crise humanitaire. La Transcarpatie est devenue un refuge pour nombre d'Ukrainien-ne-s qui ont fui les zones de conflit. Soutenue par l'EPER, l'Église réformée de Transcarpatie continue de s'engager pour les personnes en situation critique, dont bon nombre sont déplacées. Ainsi, les seniors nécessitant des soins bénéficient de soins à domicile, de traitements médicaux et d'un soutien social de haute qualité, ce qui leur



© EPER/Christian Bobst

permet de demeurer dans leur environnement familial. L'Église réformée gère également deux centres d'accueil de jour pour les enfants et les jeunes en situation de handicap, dans lesquels ils peuvent développer leurs compétences et gagner en autonomie. Elle propose aussi des camps d'été pour les jeunes. Par ailleurs, des cours de soutien scolaire et une aide aux devoirs sont organisés l'après-midi pour les enfants roms. Ces derniers reçoivent également un repas chaud.

Hongrie

Dans le cadre de la collaboration avec les Églises, l'EPER entretient des relations avec l'Église réformée de Hongrie depuis plusieurs dizaines d'années et la soutient dans son engagement en faveur de la population rom et de l'intégration des réfugié-e-s. Les Roms ont un niveau de formation bien plus faible que le reste de la population hongroise. En outre, leur taux de pauvreté est plus élevé, leurs opportunités

professionnelles sont limitées et leur espérance de vie est inférieure de 15 ans. Dans certaines régions, la cohabitation avec le reste de la population est très tendue. Plus que toute autre organisation, les paroisses de l'Église réformée de Hongrie sont à même de jeter des ponts entre les groupes de population et d'éliminer les tensions. Aussi, l'EPER soutient les paroisses réformées dans le développement de projets pour les enfants et les jeunes roms. Elle promeut l'inclusion dans les écoles réformées et les activités communes entre les Roms et le reste de la population. Construire des ponts avec les personnes réfugiées et migrantes est également important. La majorité des Hongrois-e-s ont en effet peu de contact avec ces dernières, et la perception qu'ils en ont est influencée par les discours publics souvent hostiles. L'EPER promeut l'intégration des réfugié-e-s et la sensibilisation aux thèmes de la migration, notamment dans les milieux ecclésiastiques. Le service d'aide aux réfugié-e-s

de l'Église joue aussi un rôle important dans le soutien et l'intégration des personnes réfugiées originaires d'Ukraine.

Slovaquie

En Slovaquie, les Roms représentent 10 % de la population. Nombre d'entre eux vivent dans des logements précaires dans des zones à l'écart des villes et des villages. Leur taux de chômage est élevé et leur taux de scolarisation reste largement plus bas que celui du reste de la population. L'Église réformée de Slovaquie, qui compte 85 000 membres de langue hongroise et est sensibilisée au sort des minorités, a le potentiel de bâtir des ponts entre la population rom et la population de langue slovaque. L'EPER soutient les paroisses dans la mise en œuvre de projets en faveur de l'intégration sociale des Roms. Les enfants et les jeunes roms bénéficient de cours de soutien pour améliorer leurs perspectives de formation et les parents sont soutenus dans l'encouragement préscolaire.

Exemples de projets de collaboration avec les Églises en Europe de l'Est

942.382	Roumanie	Soins à domicile en Transylvanie (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 374 905)
942.396	Roumanie	Bureau de consultation pour les victimes de violence domestique (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 190 629)
942.399	Roumanie	Intégration des personnes en situation de handicap en Transylvanie (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 114 337)
945.316	Slovaquie	Promotion de la jeune génération de Roms (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 31 771)
949.335	Hongrie	Soutien à l'intégration de la jeune génération des Roms (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 296 111)
949.340	Hongrie	Intégration des réfugié-e-s dans la société (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 88 960)
951.315	Ukraine	Camps de vacances pour catéchumènes (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 38 125)
951.319	Ukraine	Soins à domicile en Transcarpatie (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 207 786)
951.320	Ukraine	Centres de jour pour jeunes souffrant d'un handicap (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 158 858)
951.323	Ukraine	Cantine et soutien scolaire pour les enfants roms (budget du projet de l'EPER pour 2024: CHF 50 834)



© EPER/Marina Djiker

Collaboration avec les Églises
AU PROCHE-ORIENT

300.002

Depuis 2016, l'EPER travaille également avec des Églises réformées au Liban et en Syrie. Après plusieurs années de guerre, les Églises et les mosquées sont presque les seules institutions auxquelles les personnes font encore confiance dans ces pays. Les partenaires protestants du projet de l'EPER dans le cadre de la collaboration avec les Églises en Syrie et au Liban sont Fellowship of Middle Eastern Evangelical Churches (FMEEC), National Evangelical Synod of Syria and Lebanon (NESSL) et Union of Armenian Evangelical Churches in the Near East (UAECNE). Tant NESSL que UAECNE ont des paroisses dans les deux pays. NESSL est une Église de langue arabe, tandis que la langue arménienne fait partie de la culture et de la vie ecclésiale de UAECNE.

Liban

Au Proche-Orient, aucun autre pays que le Liban ne peut se targuer d'une telle diversité de confessions. Les Églises partenaires promeuvent les relations entre les différentes Églises et religions, en particulier dans le domaine de la formation. Le Liban est en chute libre depuis 2019. La crise économique grave alliée à la pandémie de COVID-19 et à l'explosion au port de Beyrouth en août 2020 ont eu des répercussions dramatiques sur la population. Face à l'hyperinflation, bon nombre de personnes ne peuvent plus assurer leurs moyens de subsistance. Maintenir les offres de formation malgré la crise représente une mission essentielle pour les Églises, car elles sont source de perspectives et d'espoir pour les jeunes. Aussi, l'EPER aide ses Églises partenaires à poursuivre le déroulement des cours. Le centre social et les offres de soutien scolaire pour les enfants et les jeunes défavorisés à Beyrouth s'inscrivent dans cette mission.

Syrie

Depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, les minorités chrétiennes sont aussi soumises à une forte pression. Leur présence est pourtant essentielle au pays, car elle contribue à une société pluraliste. En Syrie, les Églises partenaires de l'EPER dirigent notamment des écoles où se côtoient des élèves de confessions chrétienne et musulmane. Avec son programme de bourses pour les enfants issus de familles défavorisées, l'EPER contribue à ce que ces écoles restent des lieux d'apprentissage et de vivre-ensemble pour les enfants de tous milieux. Grâce à un programme hebdomadaire pour les enfants, qui s'étend rapidement (il est actuellement proposé dans 17 paroisses et suivi par près de 3200 enfants), l'EPER promeut la vie ecclésiale et le développement des paroisses, mais aussi les échanges entre les enfants et les jeunes de différentes confessions et origines. L'EPER aide également l'Église arménienne à fournir des soins médicaux et des denrées alimentaires aux familles défavorisées d'Alep et alentour.

Exemples de projets de collaboration avec les Églises au Proche-Orient

660.326	Liban	Soutien scolaire pour enfants socialement défavorisés (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 50 834)
660.346	Liban	Maintien de l'enseignement dans les écoles religieuses (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 86 713)
660.347	Liban	Bourses scolaires et panneaux solaires dans les écoles (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 57 384)
672.004	Syrie	Rencontres et activités pour les jeunes en contexte de guerre (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 355 842)
672.005	Syrie	Bourses d'études pour la jeunesse dans les écoles chrétiennes (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 298 653)
672.018	Syrie	Soutien médical et alimentaire aux populations défavorisées (budget du projet de l'EPER pour 2024 : CHF 130 070)

EUROPE – Projets de l'EPER en 2024 seulement

Arménie/Géorgie

900.508	Géorgie, Arménie	Promotion de la paix transfrontalière dans le Caucase du Sud	CHF 284 280
904.358	Arménie	Former des journalistes à la création de médias fiables et factuels	CHF 59 698
904.360	Arménie	Formation agricole pour augmenter la productivité et les revenus	CHF 2 126 775
918.036	Géorgie	Culture de noisettes bio et fairtrade en Mingrélie et Imérétié	CHF 355 350
918.050	Géorgie	Promouvoir l'entrepreneuriat social chez les jeunes	CHF 213 210
918.051	Géorgie	Une agriculture adaptée aux changements climatiques, source de revenus	CHF 142 140
918.053	Géorgie	Participation politique et économique pour les minorités ethniques	CHF 724 914

Hongrie

949.335		Soutien à l'intégration de la jeune génération des Roms	CHF 296 111
949.340		Intégration des réfugié-e-s dans la société	CHF 88 960

Kosovo

926.335		Amélioration des conditions de vie et de la formation des Roms	CHF 1 750 717
---------	--	--	---------------

Roumanie

942.382		Soins à domicile en Transylvanie	CHF 374 905
942.396		Bureau de consultation pour les victimes de violence domestique	CHF 190 629
942.399		Intégration des personnes en situation de handicap en Transylvanie	CHF 114 337
942.403		Insertion professionnelle des jeunes socialement défavorisés	CHF 470 391

Serbie

927.385		Amélioration des logements et de la formation des Roms	CHF 393 968
---------	--	--	-------------

Slovaquie

945.316		Promotion de la jeune génération de Roms	CHF 31 771
---------	--	--	------------

Ukraine

951.315		Camps de vacances pour catéchumènes	CHF 38 125
951.319		Soins à domicile en Transcarpatie	CHF 207 786
951.320		Centres de jour pour jeunes souffrant d'un handicap	CHF 158 858
951.323		Cantine et soutien scolaire pour les enfants roms	CHF 50 834



DM

L'association DM s'engage pour un monde où règnent la paix, la justice et le respect de notre terre. Nos membres sont les Églises protestantes romandes et celles de la Conférence des Églises réformées francophones en Suisse alémanique (CERFSA). Nous travaillons en partenariat avec des Églises et des institutions, de manière bilatérale ou par des réseaux, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, dans l'océan Indien et en Suisse. Nos engagements s'ancrent dans trois secteurs : l'agroécologie, l'éducation et la théologie : foi et dynamique communautaire. Les questions liées au genre, à la gouvernance et à l'interculturalité en font partie de manière transversale. La coopération par l'échange de personnes, le soutien à des projets et les apprentissages communs sont au cœur de nos actions et placés sous le signe de la réciprocité.

Votre soutien est un témoignage concret de votre solidarité et de votre engagement, qui permettent la réalisation de projets en faveur de personnes et de communautés particulièrement vulnérables, la promotion d'un vivre-ensemble pacifique et la protection de l'environnement. **Merci d'œuvrer avec nous pour un monde plus juste et solidaire !**



OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Renforcement des capacités d'action

Promotion de l'exercice d'une citoyenneté mondiale

Agroécologie

Éducation

Théologie
Foi et dynamique communautaire

Sous le signe de la RÉCIPROCITÉ

2 FAIR -ÉQU- (Icon: bowl of steam)

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES (Icon: infinity symbol)

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ (Icon: open book)

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES (Icon: dove)

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS (Icon: interlocking circles)

CAMPAGNE D'AUTOMNE 2024

Chaque automne, dans le cadre de sa campagne annuelle, DM met en lumière un aspect particulier de son engagement pour

un monde plus juste. Pour en savoir plus, visitez notre page Web dédiée à la campagne : www.dmr.ch/campagne2024.

AGROÉCOLOGIE

Programme sectoriel DM
890.6100

Plus d'un tiers des pays à revenu faible ou moyen est touché par la malnutrition et la sous-alimentation, et cela dans un environnement souvent affecté négativement par nos habitudes de production et de consommation alimentaires.

L'agroécologie comme alternative

Notre façon de produire et de consommer de la nourriture appelle à une indispensable



transformation des pratiques agricoles au regard de la préservation de la terre et des écosystèmes. Cela nécessite une transition vers un système alimentaire plus durable et plus juste. L'agroécologie est au cœur de cette transition sur les plans environnemental, économique et social. Elle permet de restaurer les milieux dégradés et d'augmenter la résilience des agroécosystèmes face aux changements climatiques, tout en assurant un niveau de production qui répond aux besoins des populations. Les Églises et les organisations partenaires de DM ont un enracinement fort dans les milieux ruraux où elles soutiennent nos partenaires vers cette transition agroécologique.

Budget total du programme 2024 : CHF 483 403

ÉDUCATION

Programme sectoriel DM
890.4100

L'éducation est un pilier du développement durable et une force de transformation du monde. À cause du manque d'enseignant-e-s bien formés, d'infrastructures ou de cadres pédagogiques adaptés, l'éducation n'est pas toujours de qualité.

Les Églises partenaires : des catalyseurs de créativité pédagogique

Les écoles de nos partenaires ont été fon-

dées pour répondre à des besoins sociaux non comblés, le plus souvent en zone rurale et pour les populations les plus vulnérables. La mise en place d'une approche de formation des enseignant-e-s adaptée à leur contexte favorise à la fois un accompagnement individuel et le développement de communautés de pratiques. Chaque enfant est accompagné dans la construction de sa personnalité et de sa citoyenneté et dans l'acquisition de savoirs. Un soutien spécifique est également mis en place pour réintégrer les jeunes en situation de rue et les jeunes filles devenues mères dans un processus éducatif scolaire ou professionnel et dans la société.



Budget total du programme 2024 : CHF 776 250

THÉOLOGIE : FOI ET DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

Programme sectoriel DM
890.3100

Dans nos sociétés actuelles, le défi du vivre-ensemble est remis au centre des questions dans un contexte de mouvements migratoires, de conflits comprenant une dimension religieuse, d'enjeux liés aux changements climatiques et de défense de la dignité humaine.



Une formation théologique de qualité pour répondre aux enjeux actuels

Afin de permettre une prise de responsabilité des Églises face aux défis du monde actuel, DM soutient les efforts de ses partenaires, en Suisse comme à l'étranger, pour développer une formation théologique de qualité et ouverte au dialogue interculturel, interconfessionnel et interreligieux. Un accent fort est mis sur les apprentissages qui naissent des rencontres et des échanges entre des contextes très divers et qui permettent la recherche de nouveaux modèles de cohabitation et de partage.

Budget total du programme 2024 : CHF 1 059 438

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR L'ÉCHANGE DE PERSONNES



L'association DM est active dans le secteur de la coopération au développement par l'échange de personnes. Il s'agit d'une forme de solidarité internationale dans laquelle ce ne sont ni l'argent ni la technologie qui occupent la première place, mais la rencontre entre individus de cultures différentes. Avec ses partenaires, DM développe des offres d'échanges interpersonnels, interculturels et interprofessionnels, dans le but de partager expériences, compétences, convictions et questionnements. Ces échanges permettent le renforcement mutuel des partenaires de DM, au Sud comme au Nord. L'échange de personnes permet aussi de dynamiser la vie des communautés, de développer l'esprit d'accueil et d'ouverture, de sensibiliser les communautés à d'autres réalités et d'enrichir la culture du témoignage chrétien.

Avec une expérience professionnelle ou non, seul-e, en famille ou en groupe, dans les domaines de l'agroécologie, de l'éducation ou de la théologie, plusieurs types de séjours et d'engagements sont possibles pour des durées diverses.

Partage de compétences et de connaissances

Ce type d'engagement s'adresse à des personnes de tout âge ayant des compétences et une expérience professionnelle qui ré-

pondent à un besoin spécifique d'un partenaire de DM. Il s'agit d'affectations ou de mandats professionnels qui participent au développement des activités des partenaires de DM.

Acquisition d'expérience professionnelle

Dans le cadre d'un stage, d'une première expérience ou d'une formation continue, de la réalisation d'un travail de fin d'études ou encore du service civil, ce type d'échange

s'adresse notamment à des jeunes en début de formation ou de carrière professionnelle. Ces échanges ont pour objectif l'acquisition et le partage d'expériences professionnelles dans des contextes culturels différents.

Échange intercultu(r)el

La découverte d'une autre culture ou d'une autre manière de vivre en Église à l'occasion d'un échange intercultu(r)el, seul-e ou en groupe, permet de vivre une expérience



LES ENVOIS SUD-NORD

Sous le signe de la réciprocité, en plus de l'envoi de personnes de Suisse auprès de ses partenaires au Sud, DM promeut l'accueil de professionnel-le-s du Sud en Suisse. En particulier dans le cadre de la formation continue des collaboratrices et des collaborateurs des Églises et des institutions partenaires au Sud, ces échanges Sud-Nord sont organisés ponctuellement dans les trois domaines d'engagement de DM. Le partage des pratiques, les expériences croisées et l'interpellation réciproque sont au cœur de ces échanges.

hors de son contexte habituel, de se confronter à des différences, de stimuler l'ouverture d'esprit et d'aller à la rencontre de l'autre.

Vous avez une formation, des compétences ou de l'expérience dans l'un des domaines suivants? Votre profil pourrait nous intéresser:

- enseignement;
- pédagogie ou didactique;

- éducation ou enseignement spécialisé;
- animation socioéducative ou socioculturelle;
- formation d'adultes;
- agronomie;
- sciences forestières;
- protection de l'environnement;
- développement durable;
- gestion de projets;
- théologie, pastorat ou diaconat;

- catéchèse;
- médiatique ou audiovisuel/communication;
- administration ou gestion d'entreprise;
- comptabilité et finances.

Vous avez envie d'en savoir plus?
Contactez Valérie Maeder:
maeder@dmr.ch.

NOS OFFRES POUR LES PAROISSES

Avec un large panel d'offres, l'association DM souhaite répondre aux attentes et aux besoins des paroisses. Les thématiques sont nombreuses: vivre l'Église universelle, expérimenter l'interculturalité sur le plan communautaire, pratiquer la solidarité, renouveler la vie culturelle.



Concrètement, cela signifie:

- la mise en relation avec les représentant-e-s de nos partenaires et avec nos envoyé-e-s;
- un soutien pour organiser vos événements: conférences, tables rondes, ciné-débats, repas solidaires ou autres activités que vous imaginez;
- des informations autour de nos projets grâce à différents supports comme des fiches de projets, dépliants, photos, vidéos, sets de table;
- des animations lors de vos activités

- paroissiales: cultes clé en main, pistes et animations bibliques, liturgies, cantiques et musiques du monde, participation au culte, soit en le prenant en charge totalement, soit en intervenant par exemple pour la prédication ou des témoignages;
- un soutien pour organiser des voyages de groupes auprès de nos Églises partenaires, la visite d'un de nos projets, un camp-chantier, un voyage mêlant art et spiritualité;
- des formations en théologie intercultu-

- relle, des stages d'immersion avec l'office protestant de la formation, un séminaire d'islamologie au Maroc;
- la construction de liens entre paroisses au Nord et au Sud, que ce soit à travers le parrainage d'un-e envoyé-e ou le jumelage avec une Église du Sud.

DM est là pour vous. Vous pouvez consulter notre catalogue d'offres sur notre site web: www.dmr.ch/ressources/theologie-et-animations et nous contacter par e-mail: animation@dmr.ch.



AFRIQUE AUSTRALE

Mozambique
Programme régional
DM – 156.7001

L'Église presbytérienne du Mozambique (IPM) témoigne de la force transformatrice de l'Évangile depuis plus de 130 ans. Elle est aussi un partenaire historique de DM, signe de fidélité et de profonde amitié au-delà des soubresauts de l'histoire. En matière de formation théologique, l'IPM constate qu'il y a un grand manque de cadres capables à terme d'assurer l'enseignement, notamment à l'école théologique de Khovo. Présente sur tout le territoire, l'IPM a la volonté d'offrir des formations aux personnes laïques. Un outil déjà privilégié mais à renforcer ces prochaines années est l'enseignement théologique à distance, en partenariat avec l'organisation All Africa Theological Education by Extension (AATEEA), une institution africaine spécialisée dans ce domaine. Étant



donné qu'une majorité des membres de l'IPM vit dans des zones rurales et exerce le métier de paysan-ne, DM soutient la transition de l'IPM vers une production agricole

plus respectueuse de l'environnement avec une formation théorique et pratique en agroécologie. Ces cours sont également donnés à des élèves et au corps enseignant d'une école de Mabilibili. Ils permettent d'améliorer la sécurité alimentaire des participant-e-s.

Budget total du programme 2024 : CHF 101 200

156.7161
156.7131

Mozambique
Mozambique

IPM – Une agriculture pour la vie
IPM – Formation théologique de qualité

Les échanges de personnes prévus en 2024 sont un atout pour favoriser les synergies et pour dynamiser le partenariat.

AFRIQUE CENTRALE

Cameroun – République
démocratique du Congo – Rwanda
Programme DM – 164.7001

Cameroun

Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) propose et sou-



tient des projets d'éducation à l'environnement au sein des écoles, ainsi que des formations aux communautés paysannes pour une agriculture qui respecte l'environnement et réduit les risques liés aux changements climatiques. Le programme met un accent particulier sur la mise en œuvre des pratiques agroécologiques.

Dans les zones où intervient notre partenaire, la population a accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante, produite dans des conditions préservant les écosystèmes et commercialisée selon des critères d'équité sociale. Au moyen d'ateliers participatifs, les enfants et les jeunes sont formés et équipés pour affronter les défis d'une vie personnelle, professionnelle et sociale épanouie et s'engager comme citoyen-ne-s affirmés.

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord demeure préoccupante et des milliers de personnes ont dû partir. Le CIPCRE-Cameroun accueille des personnes déplacées dans le but de faciliter leur intégration dans un contexte tendu et soutient le dialogue interreligieux entre les différentes communautés.

La Fondation TerrEspoir soutient des projets de développement au Cameroun qui concernent la production proprement dite, les moyens à disposition et les outils nécessaires à la production, au développement des techniques agricoles et à la commercialisation. Elle s'appuie sur la coopérative TerrEspoir et son réseau d'agricultrices, d'agriculteurs et de technicien-ne-s. Active dans le réseau Secaar, TerrEspoir participe à des échanges et à des formations sur les



bonnes pratiques. À terme, elle espère mettre sur pied un véritable partenariat s'appuyant sur une démarche de programme pour valoriser l'échange et l'acquisition d'expériences, avec pour objectif une responsabilité de toute la chaîne de production et de distribution agroécologiques, notamment au travers des nouvelles générations d'agricultrices et d'agriculteurs. TerrEspoir renforce les capacités des familles paysannes afin qu'elles adoptent des alternatives aux sources énergétiques et aux engrais chimiques de synthèse. Elle promeut une meilleure implication des jeunes et des femmes dans la production agricole bio équitable.

Congo (RDC)

La République démocratique du Congo est un immense territoire, presque 57 fois plus grand que la Suisse, qui connaît une situation extrêmement tendue aux niveaux politique, économique et climatique.

Notre partenaire sur place, l'école Lisanga, accueille près de 750 enfants en classes primaire et maternelle. C'est une école qui veut être différente et qui aide l'enfant à comprendre le monde dans lequel il vit et l'incite à se considérer comme actrice ou acteur de son avenir et de celui de son pays. Pour cela, en plus de la formation continue des enseignant-e-s, qui reste un enjeu important, la sensibilisation au développement durable et l'éducation à la santé sont

primordiales. Des actions concrètes sont développées avec les enfants et les parents, comme par exemple la création de jardins potagers, le ramassage des ordures et le tri des déchets, ainsi que des ateliers de nutrition.

Rwanda

Petit pays d'Afrique de l'Est, le Rwanda a connu un développement tel durant ces 20 dernières années qu'il représentait un modèle pour de nombreux pays africains. Malheureusement, les crises successives liées au COVID-19, à la forte inflation et aux chocs climatiques menacent d'effacer plusieurs décennies de progrès. Pour y faire face, l'Église Presbytérienne au Rwanda (EPR) poursuit son engagement pour une éducation de qualité et son soutien aux plus démunis-e-s.

Situées en milieu rural, les 20 écoles soutenues par DM ont mis en œuvre une approche globale leur permettant d'améliorer leurs locaux et le matériel à disposition, de former les enseignant-e-s, de stimuler le partage d'expériences et d'accompagner les enfants dans leur développement intégral. Les importantes inondations du mois de mai 2023 ont fait de nombreuses victimes et d'importants dégâts, notamment dans deux écoles du programme. La reconstruction des classes est prioritaire pour redonner aux élèves un cadre d'apprentissage favorable. Cette reconstruc-



tion s'ajoute à la longue liste des besoins considérables de près de 22 000 élèves.

Pour venir en aide aux jeunes les plus vulnérables, l'EPR a créé le Centre Presbytérien d'Amour des Jeunes (CPAJ). Depuis la pandémie de COVID-19, le nombre de grossesses chez les jeunes filles ne cesse de croître. Ces grossesses, le plus souvent non désirées, concernent nombre de jeunes filles de moins de 21 ans. Devenues mères, elles sont rejetées par leur famille, contraintes d'abandonner leur scolarité et se retrouvent dans une situation d'extrême pauvreté. Le CPAJ tient compte de la singularité de chaque situation afin que les jeunes filles retissent des liens avec leur famille, en créent avec leur enfant et réintègrent le cursus scolaire ou suivent une formation professionnelle.

Le CPAJ accompagne également des enfants en situation de rue. Affamés, n'ayant parfois pas de quoi se nourrir pendant plusieurs jours, témoins ou victimes de tensions au sein de leur famille, de nombreux enfants rompent tout lien avec leur famille et l'école. Grâce à un accompagnement ciblé, le CPAJ leur permet de retrouver une place dans leur famille et dans la société, et favorise leur réinsertion scolaire ou leur accès à une formation professionnelle.



Budget total du programme 2024 : CHF 424 350

134.7041	Cameroun
134.7061	Cameroun
134.7062	Cameroun
164.7041	Rwanda
197.7021	Congo (RDC)

CAMPAGNE
ÉCUMÉNIQUE

CIPCRE – Promotion du développement durable dans les écoles
CIPCRE – Respect de la terre et des humains
TerrEspoir – Développement de la collaboration
EPR – Une éducation de qualité pour les citoyen-ne-s de demain
Lisanga – Une école pour la vie

AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin – Togo
Programme régional
DM – 100.7101

Bénin

Si le Bénin connaît une certaine stabilité politique, son économie, très dépendante du secteur agricole, a des difficultés à cause du dérèglement climatique et du conflit en Ukraine, qui influencent indirectement le prix des denrées alimentaires. La paupérisation de la population augmente et le niveau d'éducation est de plus en plus préoccupant.

L'Église Protestante Méthodiste du Bénin (EPMB) développe des modules de formation afin que les jeunes pasteur-e-s acquièrent des compétences leur permettant de faire le lien entre la théologie et les réalités des populations et de les aider à y faire face. L'EPMB appuie également trois écoles dans le cadre d'un projet pilote pour l'amélioration de la qualité de l'éducation, avec un accent particulier sur la formation des enseignant-e-s et sur l'accès à l'eau.

Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) soutient des communautés paysannes dans quatre villages pilotes situés dans une zone particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. Le CIPCRE accompagne leur transition agroécologique, promeut l'accès à l'eau et à l'hygiène, sensibilise les élèves à l'environnement et renforce les actrices et les acteurs institutionnels par l'aide à des réseaux d'ONG et la formation de femmes leaders.

Le CIPCRE a identifié les filières alimentaires prioritaires, qui sont le maïs, le riz,



l'aquaculture, les cultures maraichères et le petit élevage. Il accompagne les participant-e-s dans la mise en œuvre de bonnes pratiques agroécologiques, soit dans la rotation des cultures, l'assolement, le paillage, le labour perpendiculaire à la pente, l'utilisation de légumineuses, le recours aux biopesticides pour lutter contre les ravageurs, l'exploitation de variétés à cycle court, la diversification agricole par l'élevage et la pisciculture, la réalisation d'enclos d'élevage adaptés sur pilotis en raison des crues, d'infrastructures de pisciculture adaptées à l'aide de bacs ou de baches hors sol, de cages flottantes, et de poches de filets fixes.

La transhumance est une contrainte majeure et récurrente pour les agricultrices et les agriculteurs à cause des dégâts occasionnés sur les sols cultivés et les habitations. Pour y remédier, le CIPCRE organise des émissions radio pour sensibiliser la population à cette problématique et appeler au dialogue. Pour un impact durable, le CIPCRE soutient les établissements scolaires de ces villages avec la mise en place de jardins potagers, utiles pour les cantines, et mène des actions de sensibilisation à l'environnement et au maintien de la biodiversité.

Togo

Le Togo a retrouvé une certaine stabilité politique et économique. Pourtant, plus de la moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les tensions et les vio-

lences dans toutes les couches de la société compromettent l'accès à une vie décente. En parallèle, l'exercice continu du pouvoir par une seule famille depuis plus de 50 ans attise toutes les frustrations.

Dans ce contexte, le Mouvement Africain pour la Justice et la Solidarité (MJS) œuvre pour réduire les tensions et favoriser la paix dans le pays.

Au Togo, la violence est aussi très présente dans les foyers et dans les écoles, où elle est utilisée comme outil d'éducation des enfants. Une étude menée par le MJS montre qu'une majorité de parents estime que la violence physique fait partie de l'éducation et est nécessaire pour que l'enfant comprenne ses erreurs, interprète les valeurs sociales et morales et apprenne à respecter ses aîné-e-s. Cet avis est partagé par les enseignant-e-s, qui sont contre l'arrêt des punitions corporelles, au motif que cela risquerait d'augmenter l'indiscipline et le taux d'échec des élèves.

Face à cette situation, le MJS propose des formations sur la communication pacifique et non violente aux enseignant-e-s, aux parents et aux élèves et met en place des clubs de paix. Le MJS renforce également son réseau national d'animatrices et d'animateurs, qui contribuent à une culture de paix et de non-violence au Togo, notamment auprès des conducteurs de taxi-moto et des jeunes leaders des partis politiques.

Budget total du programme 2024 : CHF 159 850

112.7041	Bénin
112.7061	Bénin
112.7141	Bénin
112.7171	Bénin
188.7171	Togo

CAMPAGNE
TECUMENIQUE

CIPCRE – Promotion du développement durable dans les écoles

CIPCRE – Respect de la terre et des humains

EPMB – Une éducation de qualité pour tou-te-s

EPMB – Formation en Église et dynamique communautaire

MJS – Promotion des valeurs de paix

AMÉRIQUE LATINE

Cuba – Mexique
Programme DM – 400.7001

Les projets développés par les partenaires de DM en Amérique latine ont pour but de fournir aux personnes responsables des communautés locales les outils nécessaires pour faire face aux défis de leur contexte, dont l'autonomie alimentaire, en étant à la fois plus résilientes et plus ouvertes à d'autres réalités.

Pour atteindre cet objectif, DM soutient ses partenaires dans quatre axes :

- la formation de responsables (ministres et laïques) en théologie contextuelle et en animation communautaire ;
- la sensibilisation d'adultes et d'enfants à la culture de la paix et à l'inclusivité, ainsi que le soutien aux actions locales de solidarité (pastorale et sociale) ;
- la sensibilisation à des comportements de production et/ou de consommation alimentaires socialement et écologiquement responsables ;
- le renforcement des capacités institutionnelles et des formations d'adultes, ainsi que le soutien au partage des savoirs au sein du réseau régional.

DM soutient les actions de ses partenaires et facilite notamment l'apprentissage et le partage de compétences par l'échange de personnes sous le signe de la réciprocité.

Cuba

À Cuba, la majorité de la population souffre chaque jour de la crise économique déclenchée par les importants changements mo-



nétaires mis en place en 2021. Le blocus imposé par les États-Unis et la suspension du tourisme durant des mois en raison du COVID-19 ont aggravé la situation, qui se double aujourd'hui d'une crise énergétique. Dans un tel contexte, l'engagement et le travail de proximité réalisés par les Églises et les institutions partenaires locales auprès des groupes les plus vulnérables sont essentiels pour leur permettre de relever la tête et leur redonner espoir.

Mexique

Au Mexique, plusieurs groupes de personnes sont davantage exposés au climat de

violence qui règne dans presque tout le pays. Il s'agit principalement de communautés autochtones, surtout paysannes à la campagne, et marginalisées en périphérie urbaine, au sein desquelles les femmes et les jeunes sont particulièrement à risque. Dans ce contexte, les institutions partenaires de DM déploient leurs compétences en formation d'adultes et sont de précieux relais des revendications légitimes de ces populations pour le respect de leurs droits et la reconnaissance de leur culture.



Budget total du programme 2024 : CHF 312 225

460.7031	Cuba	Formation et dynamiques communautaires
460.7061	Cuba	Production et consommation écologiquement responsables
460.7091	Cuba	Formation et sensibilisation à l'inclusivité (genre)
464.7031	Mexique	Formation et dynamiques communautaires
464.7061	Mexique	Production et consommation écologiquement responsables

Océan Indien

Madagascar – île Maurice
Programme DM – 148.7101

Madagascar

À Madagascar, la précarité fragilise le lien social traditionnel, la violence et la corruption augmentent, et la crise sanitaire accentue les tensions. La direction de l'Église de Jésus-Christ (FJKM) s'engage pour la restauration des valeurs d'intégrité, de justice et d'équité au sein de la société malgache au travers du projet éducatif mis en œuvre dans ses 600 écoles, qui accueillent 150 000 élèves.

Neuf écoles primaires situées en zones rurales bénéficient d'appuis spécifiques et



adaptés à leur contexte pour devenir des espaces accueillants, sécurisés et stimulants. Les élèves ayant le plus difficilement accès à une éducation de qualité peuvent y construire les bases d'une vie personnelle, professionnelle et sociale épanouie. Une importante priorité est donnée aux conditions minimales d'hygiène et de sécurité pour les salles de classe, à l'accès à l'eau et aux besoins particuliers des filles. Les enseignant-e-s des écoles sont formés et accompagnés pour développer une approche pédagogique plus active et participative et pour encourager les élèves à exprimer leurs idées et à s'exercer au débat.

Le module de missiologie donné dans le cadre de la formation théologique des pas-

teur-e-s leur permet de mieux comprendre les populations les plus vulnérables, de les accompagner et d'être à leur écoute sans jugement. La formation théorique est complétée par des stages diaconaux en zone urbaine et en zone rurale dans les régions rencontrant des difficultés locales comme le trafic de personnes, la violence liée aux vols de bétail ou encore la prostitution des mineur-e-s.

Île Maurice

L'Église Presbytérienne de Maurice (EPM) encourage ses membres à une participation active à la vie communautaire et à un témoignage concret vers l'extérieur. Dans un contexte de grande diversité culturelle et religieuse, elle forme ses membres à

prendre soin les un-e-s des autres et à développer des actions de solidarité envers les groupes les plus précarisés de la population comme les personnes sans domicile, les jeunes déscolarisés, les migrant-e-s malgaches, etc.

Afin d'améliorer l'accompagnement de sa paroisse, l'EPM prévoit un échange Sud-Sud entre Madagascar et l'Île Maurice. Dans un premier temps, un-e pasteur-e malgache est envoyé-e à Maurice et, dans un deuxième temps, d'autres échanges sont envisagés afin de favoriser les synergies. Cet échange de personnes est placé sous le thème de la diaconie et de l'interculturalité et vise à renforcer les liens entre les deux communautés.

Budget total du programme 2024: CHF 384 100

148.7131	Madagascar	FJKM – Formation et dynamique communautaire
148.7141	Madagascar	FJKM – Une éducation de qualité pour les citoyen-ne-s de demain
154.7171	Île Maurice	EPM – Formation en Église et dynamique communautaire

SUISSE

Travail avec les Églises Programme DM – 920.0000

DM s'engage pour stimuler et renforcer le témoignage des Églises en Suisse. Pour cela, elle met à disposition des ressources afin de favoriser la réflexion sur la mission, l'interpellation réciproque, l'appui aux Églises face aux enjeux et un vivre-ensemble des diversités culturelles, générationnelles ou spirituelles. Ce travail passe notamment par :

- la mise à disposition de personnes ressources pour participer à un culte, animer une rencontre de catéchisme, une conférence à un groupe d'ainé-e-s, etc. ;
- une offre de séjours et d'engagements individuels ou en groupe, tant au Nord qu'au Sud, auprès des Églises et des organisations partenaires ;
- la mise à disposition de matériel : réflexions missiologiques, pistes



- bibliques, prières, chants, matériel catéchétique, documentation sur les projets, films, ressources qui traitent des questions intercultu(r)elles, etc. ;
- l'organisation d'événements thématiques ponctuels : conférence, tournée

artistique, projection de film suivie d'une table ronde, visite de délégations internationales, vernissage de livres touchant à la mission de l'Église, etc. ;

- la promotion du commerce équitable au travers de son appui au réseau TerrEspoir, une fondation qui commercialise les produits de groupements de cultivatrices et de cultivateurs camerounais issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement ;
- en collaboration avec plusieurs institutions, dont l'Institut œcuménique de Bossey, la mise en place d'une formation en théologie interculturelle à l'intention des responsables d'Églises.

Formation en théologie interculturelle et christianisme mondial

Nos paroisses reflètent de plus en plus la dimension interculturelle de la société. Pour préparer les différents lieux d'Église aux défis du vivre-ensemble, une formation en théologie interculturelle a été mise sur pied entre plusieurs institutions, dont DM. Après deux sessions en 2021 et 2022, la prochaine formation en théologie interculturelle a débuté en octobre 2023 à l'Institut œcuménique de Bossey (Suisse). Pour chaque module, un tandem professoral interculturel aborde le sujet en laissant aux participant-e-s la possibilité de contribuer à partir de leurs expériences. Pour chaque année académique, entre 10 et 15 étudiant-e-s sont qualifiés en théologie interculturelle et sont capables de refléter ce sujet dans le cadre de leur ministère.

Budget total du programme 2024: CHF 181 705

100.7062	Suisse	Animation rurale – liens avec l'aumônerie des paysan-ne-s
768.7061	Suisse	TerrEspoir – Le bon goût du commerce équitable
880.711	Suisse	Échanges intercultu(r)els : soutien aux voyages de groupe et échanges jeunesse
921.5000	Suisse	Commission de missiologie
921.6000	Suisse	Relations avec les Églises issues de la migration
921.9000	Suisse	Formation en théologie interculturelle et christianisme mondial
922.1000	Suisse	Animation en paroisses

ACTION CHRÉTIENNE EN ORIENT

Égypte – Iran – Irak – Liban – Syrie
Travail en réseau DM – 200.7301

Programme d'islamologie
Maroc
Travail en réseau DM – 200.7331

Action Chrétienne en Orient

Le 6 décembre 1922, l'Action Chrétienne en Orient (ACO) a été créée pour venir en aide aux Arméniens victimes du génocide dans l'Empire ottoman. Son attention s'est principalement portée sur les orphelins, certains étant même amenés jusqu'en Suisse suite à la destruction de leur orphelinat.

Les festivités du centenaire en 2022 ont été marquées par l'instabilité et la violence qui persistent dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Dans un contexte toujours agité, l'apport de l'ACO Fellowship est plus que jamais d'actualité.

Au Liban, une crise politico-économique sans précédent pousse nos partenaires à développer des projets de cultures afin d'assurer la subsistance de base de la population. Le projet de jardins potagers avec l'école d'Anjar en est un modèle, offrant une formation aux élèves et au corps en-



seignant et les encourageant à transmettre leurs connaissances au sein de leurs familles et dans leurs villages. Grâce à l'investissement dans ce projet 100 % biologique, les surfaces de culture ont déjà presque doublé après une année seulement.

La crise libanaise a des répercussions importantes sur la Syrie, en guerre depuis plus de dix ans. En Iran, les chrétiens sont isolés du monde extérieur, leurs communications étant surveillées. Malgré ces défis, les trois partenaires moyen-orientaux de l'ACO Fellowship persévèrent et restent des porteurs de lumière, de paix et d'espérance auprès de leurs concitoyens éprouvés.

Les trois partenaires européens du Fellowship, dont DM, se mobilisent pour soutenir leurs sœurs et leurs frères de manière durable.

Égypte

Depuis l'été 2023, la pasteur Nicola Kontzi-Méresse, envoyée de DM et de l'ACO-France, accompagne l'Église évangélique du Caire et l'Église protestante d'Alexandrie. Dans le cadre de sa mission, elle continue l'action initiée par son prédécesseur, le pasteur Michael Schlick, afin d'améliorer la situation des deux Églises et de renforcer les projets diaconaux. Le projet Joie d'enfants accueille des enfants non scolarisés pour des activités ludiques et pédagogiques. À Alexandrie, la Villa l'Es-

pérance restaurée reçoit des femmes handicapées ainsi que des étudiant·e·s. DM et l'ACO-France continuent par ailleurs à soutenir la communauté soudanaise, dont la situation reste extrêmement précaire.

Programme en islamologie

Maroc

Depuis l'indépendance du Maroc en 1956, beaucoup d'Églises ont perdu de leur dynamisme, tandis que la population fortement hétérogénéisée avec la migration a été confrontée à un grand choc culturel. Le besoin s'est fait sentir de former les cadres religieux pour faire face aux défis actuels et accompagner au mieux les communautés à vivre leur foi dans un esprit d'ouverture et de tolérance. C'est ainsi que l'Institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa est né. Situé à Rabat, l'institut s'ancre dans un contexte musulman et pratique l'œcuménisme avec pour objectif un vivre-ensemble harmonieux. S'il accueille à ce jour une grande majorité d'étudiant·e·s venus d'Afrique subsaharienne, l'institut se fait davantage connaître et entre peu à peu dans le paysage de la formation théologique en Suisse.

Depuis 2023, DM développe un partenariat bilatéral avec l'institut, en appuyant ses cursus de formation. De plus, DM continue à prendre en charge chaque année la participation de trois personnes au séminaire d'islamologie organisé par l'institut sur deux semaines au mois de juillet. C'est une opportunité pour les professionnel·le·s suisses de découvrir l'islam autrement, ainsi que différents outils pour entrer en dialogue.

Vous avez envie de participer à ce séminaire d'été ou vous souhaitez en savoir plus ? N'hésitez pas à contacter Karen Bernoulli, bernoulli@dmr.ch.

Budget total du programme 2024 : CHF 130 065

100.7031	Maroc	Institut al Mowafaqa – Formation en islamologie
106.7331	Égypte	Vie et témoignage de l'Église protestante francophone en Égypte
106.7351	Égypte	Formation et dynamique communautaire
200.7311	Moyen-Orient	Action Chrétienne en Orient – Formation et diaconie
251.7361	Liban	UAECNE – Jardins potagers avec l'école d'Anjar

CEVAA

Travail en réseau
DM – 840.7101

La Communauté d'Églises en Mission (Cevaa) regroupe 35 Églises d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique du Sud et d'Europe, dont les sept Églises rattachées à la Conférence des Églises romandes (CER). La Cevaa met en commun des ressources spirituelles, humaines et matérielles : aider



les Églises à ne pas se replier sur elles-mêmes, témoigner de l'Évangile dans des

sociétés sécularisées et pluri-religieuses, lutter pour la dignité de toutes les personnes et en particulier celles en situation de précarité. La Cevaa promeut des projets et des actions communes pour pousser les Églises à réfléchir et à agir sur différentes thématiques, comme par exemple l'impact des mutations sociales sur les modèles familiaux au sein des Églises, et vise à consolider le vivre-ensemble sous la forme d'une communauté en mission. Un accent particulier est mis sur la place des femmes et le rôle des jeunes.

Budget total du programme 2024 : CHF 287 500

CENTRALE DE LITTÉRATURE CHRÉTIENNE FRANCOPHONE

Travail en réseau DM – 840.7021

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF) est un centre de ressources, de partage et d'échanges internationaux dans le respect de la diversité culturelle de ses partenaires. Cofondée par DM et le Service Protestant de Mission (Défap), elle est basée en Alsace. Elle œuvre depuis plus de 30 ans au service des

Églises et des institutions de formation théologique francophones à travers le monde. La CLCF a une double vocation : équiper les bibliothèques des institutions de formation théologique francophones d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et s'engager dans le partage d'expériences, notamment par des formations de bibliothécaires. Concrètement, le travail de la CLCF vise à :

- offrir un choix par les catalogues de données bibliographiques théologiques ;
- stocker les ouvrages théologiques neufs et d'occasion ;
- rechercher des livres introuvables dans

des librairies locales pour consolider les fonds des bibliothèques ;

- organiser des bourses de livres sous forme de paniers théologiques dans le cadre des programmes missionnaires ;
- proposer des programmes de formation des bibliothécaires en Afrique : Cameroun depuis 2001, Madagascar depuis 2006, Afrique de l'Ouest depuis 2016 et Rwanda depuis 2020 ;
- mettre en valeur et diffuser la littérature chrétienne de nos partenaires à l'étranger ;
- soutenir la formation des pasteur-e-s et des laïques investis dans les Églises partenaires.

Budget total du programme 2024 : CHF 23 000

SECAAR

Afrique (basé au Togo)
Travail en réseau DM – 100.7001

Le Secaar est un réseau constitué d'Églises et d'ONG actif dans une dizaine de pays d'Afrique francophone, ainsi qu'en France et en Suisse. Les membres du réseau s'engagent pour un développement holistique qui touche toutes les dimensions de l'être humain : matérielle, sociale, environnementale et spirituelle. Les partenaires du Secaar forment les responsables d'Églises et les étudiant-e-s en théologie à la dimension globale de l'Évangile et à sa capacité à

transformer les sociétés. Le Secaar s'engage aussi pour une transformation des systèmes alimentaires vers plus de durabilité. Des bonnes pratiques agroécologiques sont testées, partagées et multipliées par des paysan-ne-s pilotes, en particulier au Togo et au Bénin. Chaque année, des centaines de familles paysannes sont ainsi formées et mettent en œuvre les pratiques apprises.

En 2023, le Secaar a étendu la diffusion de l'agroécologie au sein de structures scolaires avec la mise en place de jardins potagers dans les écoles, dans le but de sensibiliser les jeunes au respect de la terre et des humains et de promouvoir les bonnes pra-

tiques agroécologiques et une alimentation saine auprès de leurs familles.



Budget total du programme 2024 : CHF 238 050

100.7031 Afrique
100.7061 Afrique

CAMPAGNE
ECUMENIQUE

Secaar – Accompagnement socioéconomique, environnemental et spirituel des communautés
Secaar – Agroécologie : diffusion des bonnes pratiques et autonomisation des bénéficiaires

Missionsstrasse 21
Case postale 270 | 4009 Bâle
Tél. 061 260 21 20
info@mission-21.org
www.mission-21.org
IBAN CH58 0900 0000 4072 6233 2
Numéro d'exonération fiscale
CHE-105.706.527

MISSION 21

Mission 21 est une communauté mondiale d'Églises et d'organisations partenaires en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Ensemble, nous nous engageons depuis plus de 200 ans pour assurer à toutes et à tous une vie dans la dignité sur la base de la foi chrétienne. Nous fournissons une coopération au développement durable et une aide humanitaire. En tant que communauté internationale d'apprentissage, nous offrons une possibilité de participer à l'Église universelle. Nous créons un espace d'échange interculturel et de coopération interreligieuse et nous encourageons la compréhension des interdépendances mondiales. Notre offre s'adresse à toutes les personnes, indépendamment de leur religion, leur origine ou leur genre.

AMÉRIQUE LATINE

Mission 21
Programme de coopération
400.1001

Mission 21 s'engage en faveur des personnes marginalisées dans quatre pays d'Amérique latine. Au cœur des Andes boliviennes et péruviennes, Mission 21 et ses partenaires soutiennent les familles paysannes autochtones et renforcent durablement les femmes et les filles. L'objectif est que ces personnes puissent mener une vie aussi autonome et digne que possible.

Par ailleurs, des organisations partenaires de Mission 21 œuvrent en faveur d'une cohabitation plus inclusive dans plusieurs villes du Chili, du Costa Rica, de Bolivie et du Pérou. Des personnes s'engagent pour l'égalité des genres et pour une société sans violences sexuelles ni discrimination.

Souveraineté alimentaire dans les Andes

Dans les Andes péruviennes et boliviennes, nos partenaires travaillent avec plus de 4500 familles paysannes quechuas et aymaras pour garantir leur droit à l'alimentation. Ils promeuvent des méthodes d'agriculture agroécologiques et une gestion économe de l'eau, permettant de cultiver les sols et les champs en harmonie avec la nature. Ils créent de nouveaux systèmes alimentaires à l'aide de semences locales, d'engrais organiques et de serres, qui four-

nissent aux familles des aliments nutritifs sur la durée et améliorent leurs revenus. Grâce à cela, les familles sont renforcées dans leur résilience et leur autonomie. Nombre d'entre elles ont ainsi pu s'en sortir pendant la pandémie.

Lutte contre les violences – promotion de l'autonomie

Violence et impunité sont un problème structurel largement répandu dans les pays d'Amérique latine. Aussi, nos partenaires s'engagent contre les violences domestiques, sexuelles et basées sur le genre à l'encontre des femmes, des enfants et des membres de la communauté LGBTQ+. Ces violences peuvent être d'ordre psychologique, économique ou physique et survenir dans l'espace public ou dans le cadre familial. Nos partenaires mènent des activités de prévention dans les écoles, les communautés rurales et les quartiers urbains des grandes villes. Ils accompagnent également les victimes de violences sexuelles et domestiques. Les auteur-e-s de violences sexuelles sont rarement poursuivis pénalement ou contraints de rendre des comptes. Nos partenaires en Bolivie, au Chili et au Pérou œuvrent pour que cette situation change. Enfin, notre partenaire au Costa Rica offre un hébergement aux militant-e-s de l'environnement et des droits humains persécutés et contribue ainsi à protéger les activistes politiques des violences dans toute l'Amérique latine.

Renforcées pour l'avenir: formation et promotion des femmes au Chili et au Pérou

Au Chili et au Pérou, le travail éducatif de nos partenaires contribue à améliorer la participation politique et sociale des groupes vulnérables. Dans les Andes méridionales du Pérou, des femmes et des enfants autochtones issus de familles paysannes bénéficient de diverses offres de formation. Grâce à des cours d'alphabétisation, de soutien et des formations, ils peuvent renforcer leur participation sociale et acquérir des connaissances pour améliorer leurs conditions de vie en toute autonomie. Il est essentiel que les individus connaissent leurs droits et leurs devoirs, qu'ils puissent les faire valoir et les revendiquer de manière pacifique. Ainsi, au Pérou, les femmes autochtones peuvent s'engager plus efficacement, sur le plan politique, pour la protection du lac sacré de Titicaca et revendiquer le soutien de l'État via des voies contraignantes.

Formation théologique pour un changement social

En Amérique latine, la tendance au fondamentalisme politico-religieux progresse. Nos partenaires défendent une approche critique de la théologie et de la religion et s'engagent, à travers leurs offres éducatives, pour l'inclusion des minorités sociales et des personnes ayant des opinions différentes ainsi que pour la protection et le respect de l'environnement. Ils proposent des lectures critiques de la Bible qui promeuvent une société fondée sur la tolérance, le respect des droits humains et le dialogue.

Budget total du programme et des projets 2024: CHF 1 069 500

400.1020	Chili, Costa Rica, Pérou	Formation pour un changement social en Amérique latine
400.1021	Bolivie, Chili, Costa Rica, Pérou	Lutte contre les violences – promotion de l'autonomie
420.1020	Bolivie, Pérou	Souveraineté alimentaire dans les Andes
476.1020	Chili, Pérou	Renforcées pour l'avenir: formation et promotion des femmes au Chili et au Pérou

CAMPAGNE
ECUMÉNIQUE

Dans son programme en Asie, Mission 21 met l'accent sur l'égalité des genres et la participation des femmes et des jeunes filles, ainsi que sur les organisations partenaires locales, afin qu'elles puissent initier des changements sociaux et mettre en œuvre des projets.

Les actrices et les acteurs religieux mobilisent leurs compétences et leur potentiel afin de promouvoir le développement durable et la paix. Des années de collaboration avec des organisations citoyennes ecclésiastiques et islamiques en Indonésie, en Malaisie et à Hong Kong ont permis de développer des relations de confiance, une excellente connaissance du contexte et des réseaux solides. Cette base idéale favorise la mise en œuvre de projets locaux et suprarégionaux visant à améliorer durablement la situation des femmes et des filles dans les familles et au sein de la société.

Des moyens de subsistance assurés

À Bornéo ou en Papouasie, les familles vivant dans les milieux ruraux subviennent à leurs besoins grâce au rendement de leurs terres, mais cela ne suffit pas pour payer la scolarité des enfants. Les familles se retrouvent souvent dans une situation critique en cas de maladie ou d'accident. Pour Mission 21 et ses organisations partenaires, la garantie des moyens de subsistance est un élément central. Des activités du programme visent également à éliminer la violence structurelle et la discrimination sociale dont les femmes sont victimes. Grâce à des bourses d'études, les femmes peuvent poursuivre leur formation et ne sont plus enfermées dans les structures traditionnelles. L'accès à la formation post-scolaire empêche notamment le mariage des enfants ou l'exploitation au travail.

Par ailleurs, le programme renforce les structures villageoises dans les zones rurales et favorise le développement communautaire, en tenant compte de l'héritage culturel. Des centres de formation communaux et des activités génératrices de revenus spécifiquement destinées aux femmes sont mis en place. Par exemple, les produits textiles et tressés, qui sont traditionnellement fabriqués par des femmes, sont développés en fonction des besoins des différents marchés. La vente directe ainsi que des partenariats avec des organisations commerciales locales permettent aux femmes d'écouler leurs produits. Elles sont en outre encouragées à constituer des groupes de production

et de commercialisation et peuvent apprendre de la réussite d'autres groupes de femmes ou coopératives.

La protection des ressources naturelles, notamment les forêts, les sols et les cours d'eau est indispensable à la préservation de leur lieu de vie. Les mesures de prévention des risques naturels croissants liés à la déforestation et aux événements météorologiques extrêmes deviennent de plus en plus importantes, notamment la mise en place de structures de gestion des catastrophes.

Action contre la violence à l'égard des femmes

Le programme transnational d'action contre la violence à l'égard des femmes implique des organisations régionales et locales, et des réseaux qui œuvrent pour l'égalité des genres, l'amélioration de la situation des travailleuses migrantes et la lutte contre la violence domestique. Des campagnes de plaidoyer, menées auprès des responsables politiques et du public, visent à apporter des changements positifs. En avril 2022, le parlement indonésien a adopté une loi pénalisant la violence sexuelle. Après toutes ces années d'engagement, c'est une victoire pour toutes les personnes qui se sont engagées pour l'égalité des genres.

Le OUI au parlement était notamment dû à la hausse du nombre de cas de violence domestique en lien avec la pandémie de COVID-19. Ainsi, en 2022, quelque 458 000 cas de violences contre les femmes ont été signalés en Indonésie, les chiffres réels étant bien plus élevés. Au niveau régional, les cen-

taines de milliers de travailleuses migrantes originaires d'Indonésie, employées principalement comme nourrices ou personnel de maison en Malaisie, à Singapour, à Hong Kong et dans les pays arabes sont particulièrement exposées. Beaucoup souffrent de conditions de travail indignes. La violence et l'exploitation sont monnaie courante. Le réseau formé par Mission 21 et ses partenaires permet un soutien coordonné et un travail de sensibilisation, à la fois dans les régions indonésiennes d'émigration et dans les pays de destination des travailleuses migrantes. Ces dernières peuvent bénéficier d'une assistance juridique, de programmes d'éducation et de création de revenus, ainsi que d'un lieu de refuge qui les aident dans leur réintégration.

Pluralisme et collaboration interreligieuse

La plateforme de plaidoyer en Indonésie vise à répondre, par une approche interreligieuse, aux questions d'égalité des genres et de respect des droits humains chez les femmes. La vision du rôle de la femme au sein de la famille, de la société et du monde professionnel diffère en partie d'une communauté religieuse à l'autre. Grâce à des échanges spécifiques, ces communautés identifient des thèmes communs qu'elles défendent ensemble à travers des activités de sensibilisation et des campagnes publiques. Outre l'impact externe de ces mesures, il est essentiel d'amorcer des changements au sein même des organisations. Aussi, la plateforme vient compléter les activités existantes en matière de collaboration interreligieuse et interculturelle, dans le but de créer et de garantir une société




pluraliste et pacifique. En Indonésie comme en Malaisie, les minorités sont souvent discriminées par la loi, quand elles ne sont pas

victimes d'actes de violence. Mission 21 et ses partenaires encouragent activement la compréhension mutuelle. Nous luttons

contre les opinions radicales et clivantes, en particulier chez les adolescent-e-s et les jeunes adultes.

Budget total du programme et des projets 2024 : CHF 1 514 550

200.1005	Indonésie, Malaisie, Hong Kong	Formation de personnel qualifié – renforcer les compétences en Asie
200.1010	Indonésie, Malaisie, Hong Kong	L'éducation pour le changement social en Asie
225.1007	Indonésie	Coopération interreligieuse pour la paix et la justice
225.1008	Indonésie, Malaisie, Hong Kong	Aide aux femmes victimes de violence
256.1004	 Indonésie, Malaisie	Des moyens de subsistance assurés pour les femmes et les jeunes en Indonésie et en Malaisie

TANZANIE

Mission 21
Programme de coopération
186.1001

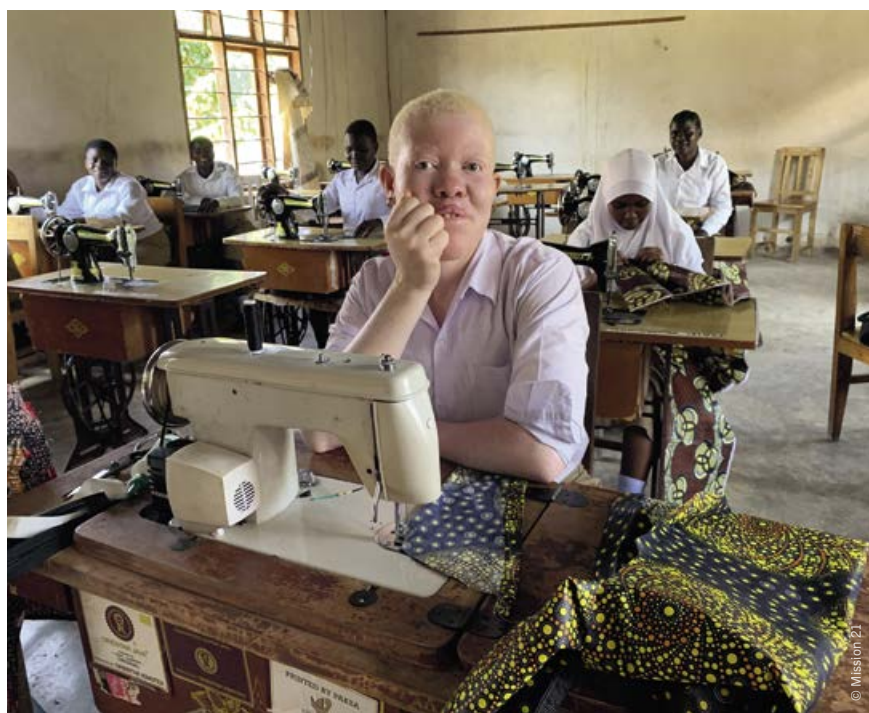
Aux côtés des provinces sud et sud-ouest de l'Unité des Frères, Mission 21 œuvre en faveur des personnes marginalisées qui vivent dans les hauts plateaux accidentés du sud-ouest de la Tanzanie. Nos Églises partenaires mènent des projets de lutte contre la pauvreté dans des lieux reculés privés de l'assistance de l'État.

Une éducation inclusive pour sortir de la pauvreté

Les projets se concentrent sur l'éducation, la santé et la création de revenus pour les groupes de population particulièrement vulnérables et mettent notamment l'accent sur l'inclusion des personnes en situation de handicap. Les Églises gèrent plusieurs écoles professionnelles avec le soutien de Mission 21. En Tanzanie, une formation solide pour tou-te-s est la clé d'un avenir meilleur pour la jeune génération. Elle permet de sortir de la pauvreté, qui touche encore la majeure partie de la population.

Soutien aux orphelin-e-s

Mission 21 aide également ses Églises partenaires à offrir une meilleure formation aux groupes défavorisés. Il existe notamment un vaste programme de soutien aux orphelin-e-s. Ce dernier encourage tout particulièrement les enfants et les jeunes




en situation de handicap, en leur proposant, par exemple, une formation professionnelle inclusive.

Protéger le climat, donner du pouvoir aux femmes

En Tanzanie, les répercussions des changements climatiques menacent l'existence de la population, qui vit principalement de l'agriculture. Les événements climatiques extrêmes, comme les sécheresses, les fortes précipitations ou les inondations, augmen-

tent et mettent en péril les récoltes, qui sont souvent la seule source de revenu des familles. Mission 21 soutient des groupes de femmes dans le district particulièrement touché de Mbarali. Elle les aide à créer des pépinières pour y faire pousser des arbres résistants à la sécheresse. Une fois plantés, ces arbres permettent de lutter contre l'érosion des sols et d'améliorer le microclimat. De nouveaux puits sont forés afin d'arroser les forêts nouvellement plantées et de fournir de l'eau potable à la population.

Budget total du programme et des projets 2024 : CHF 569 250

186.1005	Sud-ouest	Développement du programme et coordination en Tanzanie
186.1503	Sud-ouest	Des bases d'existence sûres pour des jeunes en Tanzanie
186.1504	Sud-ouest	Formation pour le changement social en Tanzanie
186.1505	 Sud-ouest	Protéger le climat, donner du pouvoir aux femmes : l'agriculture durable en Tanzanie
186.1508	Sud-ouest	Programme de santé et VIH en Tanzanie
186.1509	Sud-ouest	Travail avec des enfants orphelins

Afrique Programme Continental 100.1001 | Budget total 2024 : CHF 34 500

100.1030	Renforcement de la collaboration sur le continent africain
100.1100	Conférence des Églises de toute l'Afrique

Cameroun 134.1001 | Budget total 2024 : CHF 894 447

134.1003	Provinces nord-ouest, sud-ouest, ouest	Aide d'urgence et reconstruction au Cameroun
134.1006	Provinces nord-ouest, sud-ouest	Assurer les bases d'existence grâce à l'éducation
134.1007	Provinces nord-ouest, sud-ouest, ouest	Aide aux personnes particulièrement vulnérables au Cameroun
134.1014	Kumba (sud-ouest) et Yaoundé	Formation pour le changement social au Cameroun
134.1029	Provinces nord-ouest, sud-ouest	Soins de santé et prévention du VIH en milieu rural
134.1070	Cameroun, toutes les régions des projets	Développement du programme et coordination au Cameroun

République démocratique du Congo 197.1001 | Budget total 2024 : CHF 551 425

197.1210	Kinshasa	Protection pour les enfants des rues de Kinshasa
197.1808	Région du Kwango et Kinshasa	Autonomisation des femmes dans le Kwango et dans les bidonvilles de Kinshasa
197.1809	Région du Kwango	École d'artisanat Wamba-Luadi
197.1813	Région du Kwango et Kinshasa	Souveraineté alimentaire en RDC
197.1814	Région du Kwango et Kinshasa	Une meilleure formation pour les enfants en RDC
197.1817	Région du Kwango et Kinshasa	Santé: soins de base pour la population

Nigéria 162.1001 | Budget total 2024 : CHF 741 106

162.1002	Nord-est	Formation pour l'avenir au Nigéria
162.1006	Nord-est	Formation pour le changement social au Nigéria
162.1007	Centre	Travail interreligieux pour la paix au Nigéria
162.1010	Centre	Développement du programme et coordination au Nigéria
162.1011	Nord-est et centre	Développement des capacités: renforcement des partenaires au Nigéria
162.1012	Nord-est et centre	Aide humanitaire au Nigéria
162.1030	Nord-est	Formation pour un développement écologique durable au Nigéria

Palestine 296.1510 | Budget total 2024 : CHF 46 000

Centre de réhabilitation « Sternberg » pour enfants et jeunes souffrant de handicap mental

Soudan du Sud 179.1001 | Budget total du programme et des projets 2024 : CHF 826 643

179.1003	Soudan du Sud	Travail pour la paix et la réconciliation au Soudan du Sud
179.1010	Soudan du Sud	Formation pour l'avenir: écoles et foyer pour enfants
179.1011	Soudan du Sud	Développement du programme et coordination au Soudan du Sud
179.1015	Juba	L'éducation pour le changement social, la paix et le développement au Soudan du Sud
179.1021	Pochalla	Souveraineté alimentaire dans les régions rurales du Soudan du Sud
179.1022	Juba	École de sages-femmes: vie pour mères et enfants
179.1024	Camp de réfugié.e.s de Kakuma (nord du Kenya)	Façonner l'avenir par la formation d'adultes
179.1025	Soudan du Sud	Développement des capacités: renforcement des partenaires au Soudan du Sud
179.1028	Soudan du Sud	Promotion d'une vie active et autodéterminée des femmes au Soudan du Sud

Monde 840.1005 | Budget total du programme 2024 : CHF 34 500

Programme pour l'égalité des genres

PEP! 840.1020 | Budget total du programme 2024 : CHF 146 533

Professionals Exposure Program (PEP!), engagements de courte durée dans le Sud



Service Développement international
Laupenstrasse 5 | 3008 Berne
Tél. 031 388 05 91
di@armeedusalut.ch | armeedusalut.ch/di
IBAN CH18 0900 0000 3000 6709 1

FONDATION ARMÉE DU SALUT

L'Armée du Salut est un mouvement social international d'origine chrétienne. Par l'intermédiaire de son service « Développement international », la Fondation Armée du Salut Suisse mène des projets de développement dans 15 pays.

Pour votre don, merci de mentionner « Projet » suivi du pays et de l'année (p. ex. : « projet Haïti 2024 »). Merci !

HAÏTI

Programme scolaire de l'Armée du Salut

Motif de versement : « Projet Haïti 2024 »

Sur les bancs d'école pour un avenir meilleur

Le manque d'accès à la scolarité reste un obstacle majeur au développement social et économique en Haïti. L'État n'est pas encore en mesure de répondre aux besoins de formation. Les séismes dévastateurs et la

pandémie ont encore aggravé la situation et des bandes criminelles contrôlent une grande partie de la capitale.

L'Armée du Salut soutient ce pays vers une formation scolaire garantie pour tou-te-s. Dans les régions rurales les plus pauvres du pays, elle gère 44 établissements pour plus de 10 000 enfants. Le fonctionnement de 22 écoles, réunissant plus de 4000 élèves, est assuré par les dons de l'Armée du Salut Suisse. L'enseignement de qualité élevée contribue largement à la formation de la population haïtienne.

Le programme crée un environnement d'apprentissage sûr, inclusif et égalitaire, où l'intégrité psychique, émotionnelle et physique des enfants est protégée. En outre, les formations agricoles pour les parents et les groupes d'épargne créent des revenus supplémentaires et renforcent ainsi la sécurité alimentaire des familles. Grâce à la formation continue des enseignant-e-s et au matériel pédagogique adapté, les élèves obtiennent de bons résultats d'apprentissage et ont une véritable chance d'avoir un avenir meilleur.

Contribution totale Armée du Salut Suisse 2024 : CHF 330 000

ZAMBIE

Projet WASH (eau, hygiène et santé)

Motif de versement : « Projet Zambie 2024 »

Accès complet à l'eau potable et à l'hygiène pour 70 000 personnes

En Zambie, le projet améliore l'accès à l'eau potable et les conditions d'hygiène de 70 000 personnes vivant dans les régions rurales. Des sources d'eau et des infrastructures sanitaires sont installées

dans les écoles, les communes et les centres médicaux participants. Cette mesure renforce la sécurité alimentaire et l'accès aux prestations sanitaires.

L'eau impure ou de mauvaise qualité et le manque d'hygiène favorisent les maladies comme le choléra et la diarrhée. Bon nombre de personnes doivent parcourir des kilomètres pour se procurer de l'eau potable et bénéficier de bonnes conditions hygiéniques. De ce fait, de nombreux enfants manquent l'école. Le manque d'hy-

giène pose d'autant plus problème chez les personnes menstruées, qui ratent l'école pendant leurs règles, ce qui entraîne souvent leur déscolarisation.

Le projet promeut également les droits civiques des personnes dans le domaine de l'eau et de l'hygiène. En parallèle, le réseau entre les communes et les autorités locales est renforcé. Elles se rencontrent régulièrement pour discuter des prestations WASH ainsi que des entretiens et des investissements nécessaires pour les communes.

Contribution totale Armée du Salut Suisse 2024 : CHF 308 001

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Éducation et sécurité pour la région du Pool

Motif de versement : « Projet Congo 2024 »

Dans la région du Pool, dans le sud du Congo, les conflits armés se sont multipliés, détruisant le système éducatif et la cohésion sociale. À elles seules, les écoles ne peuvent pas assurer une prise en charge optimale des enfants.

L'Armée du Salut cherche à promouvoir une culture de la paix dans la région. La construction de six centres d'enseignement facilite l'accès à l'éducation et empêche les abandons scolaires. La couverture des besoins vitaux est essentielle au développement intellectuel. Les centres fonctionnent de manière autonome et durable. À terme, ils disposeront tous de points d'eau potable, de panneaux solaires, d'un accès à Internet et d'une bibliothèque.

Au total, 3000 personnes bénéficient du projet. Il s'agit avant tout d'enfants, mais des adultes peuvent aussi venir dans les centres pour apprendre à lire et à écrire, ou simplement échanger. Des activités sportives sont également proposées à quelque 900 personnes. Le projet crée ainsi des perspectives grâce à l'éducation et au sport. Par ailleurs, il promeut l'intégration sociale des anciens enfants soldats.

Contribution totale Armée du Salut Suisse 2024 : CHF 160 367

Frieda (anciennement cfd) est une organisation féministe indépendante pour la paix qui s'engage pour l'accès aux ressources, les droits, la participation politique et les possibilités de développement des femmes et des jeunes. Dans ses programmes en Suisse et à l'étranger, Frieda œuvre pour la protection contre les violences sexuelles et de genre et pour la participation économique, sociale et politique. Frieda mène des projets dans les domaines de la coopération internationale, la migration en Suisse et la promotion de la paix.

MAROC

Programme Afrique du Nord

Protection et soutien pour les victimes de violence

Bien que le gouvernement marocain ait adopté, en 2018, une loi pour protéger les femmes victimes de violences, très peu de mesures ont été prises. Les travailleuses du sexe subissent régulièrement des violences sexuelles et sexistes. Comme la prostitution constitue une infraction pénale au Maroc, elles portent rarement plainte contre leurs auteur-e-s, par peur d'être sanctionnées à leur place.

Le projet *Chams – Soleil* soutient ces personnes. Les femmes malades du sida, séro-

positives ou risquant de l'être bénéficient d'un accès facilité à des soins et des conseils médicaux. Entretiens avec une psychologue, séances d'information et groupes d'entraide renforcent leur estime d'elles-mêmes. Les femmes en grande précarité bénéficient de paniers alimentaires, d'hébergements d'urgence ou d'une prise en charge des frais médicaux. Les mères reçoivent un soutien administratif et juridique pour pouvoir scolariser leurs enfants ou poursuivre leurs bourreaux. Des formations professionnelles leur permettent de devenir financièrement autonomes.

Lutte contre les violences à l'encontre des mères célibataires et de leurs enfants

Environ 50 000 enfants naissent chaque année hors mariage. Comme leurs mères,

ils sont stigmatisés et subissent des violences sociales, politiques et juridiques. Une mère célibataire viole les normes sociales et la loi, car les relations extraconjugales sont interdites au Maroc. Ces femmes et leurs enfants vivent dans la précarité et privés des soins médicaux nécessaires.

Le projet *Rhizhommes – Racines* offre un soutien individuel et un accompagnement psychosocial aux femmes non mariées victimes de violences et à leurs enfants. En cas d'urgence, elles peuvent trouver refuge dans un foyer pour femmes. Elles y reçoivent des soins médicaux adaptés et sont accompagnées à l'hôpital. Les mères bénéficient d'un soutien juridique et sont informées de leurs droits, des possibilités pour les revendiquer et des comportements à adopter en cas de violence.

Budget total du programme Afrique du Nord 2024: CHF 706 150

Maroc	Protection et soutien pour les victimes de violence, <i>Chams – Soleil</i> (budget du projet 2024: CHF 124 562)
Maroc	Lutte contre les violences à l'encontre des mères célibataires et de leur enfants, <i>Rhizhommes – Racines</i> (budget du projet 2024: CHF 83 210)

PALESTINE

Programme Proche-Orient

Le sport contre la violence et pour l'égalité des genres

En Cisjordanie, les jeunes grandissent entourés de violence. Les occasions de faire du sport sont rares. Le patriarcat confronte les jeunes femmes à des restrictions et à des tabous autour de leur corps.

Le projet *Khutwa – Pas à pas* crée des espaces de sport et de jeux. Il repose sur une approche innovante fondée sur le corps: à travers le jeu, les participant-e-s réfléchissent aux stéréotypes sur les rôles de

genre et aux normes sociales. Le sport améliore leur estime de soi et leur santé, leur apprend la communication non violente et les fait participer à la vie sociale. Des enseignant-e-s, des travailleuses et des travailleurs sociaux de 60 écoles sont formés pour appliquer l'approche dans des camps de réfugié-e-s. Les activités visent à réduire la violence, la maltraitance et la négligence ainsi qu'à mieux satisfaire les besoins psychosociaux. Parents et familles sont impliqués pour mieux soutenir leurs enfants.

Développement économique et autonomisation des femmes

En Palestine, même après l'université, nombre de femmes ne trouvent pas d'emploi. Leurs capacités restent sous-estimées

et on s'attend à ce qu'elles endossent les rôles de femme au foyer et de mère.

Le projet *Makenni – Autonomes* promeut les capacités sociales et financières de jeunes diplômées en informatique en soutenant leur insertion professionnelle. Elles peuvent approfondir leurs connaissances en marketing digital, rencontrer des personnes de leur branche et présenter leurs projets. Cela leur permet de trouver un emploi ou de monter leur entreprise. Avoir leur propre revenu améliore leur reconnaissance sociale. Elles deviennent ainsi des membres actives de l'économie et de la société. Ministères, entreprises, organisations, familles et communautés sont aussi sensibilisés aux discriminations liées au genre.

Budget total du programme Proche-Orient 2024: CHF 747 500

Palestine, Cisjordanie	Le sport contre la violence et pour l'égalité des genres, <i>Khutwa – Pas à pas</i> (budget du projet 2024: CHF 102 424)
Palestine, Cisjordanie	Développement économique et autonomisation des femmes, <i>Makenni – Autonomes</i> (budget du projet 2024: CHF 116 300)

CONNEXIO DEVELOP

Connexio develop est l'œuvre d'entraide de l'Église Évangélique Méthodiste en Suisse. Elle contribue à un monde pacifique, juste et inclusif.

En collaboration avec des organisations partenaires sur quatre continents, Connexio develop soutient des projets de coopération au développement, de travail social et d'aide d'urgence. L'organisation offre des possibilités de rencontres et de liens interculturels entre des personnes, des Églises et des institutions en Suisse et dans les pays partenaires, contribuant ainsi à l'apprentissage interculturel dans le monde entier.

BOLIVIE

Connexio develop – programme pays
420.5101

CAMPAGNE
ŒCUMÉNIQUE

Adaptation aux changements climatiques et garantie des moyens de subsistance

L'Église méthodiste est le principal partenaire de Connexio develop en Bolivie. Elle est surtout présente dans l'Altiplano. L'exploitation écologique et durable des surfaces agricoles – dans une région menacée par les changements climatiques – et la garantie de l'existence de la population rurale sont au cœur de ce programme. Dans le cadre des projets, les paysan-ne-s apprennent à adapter leurs méthodes de culture afin d'assurer leur existence et de préserver leur lieu de vie, malgré l'augmentation des événements climatiques extrêmes.

Les femmes contribuent largement à subvenir aux besoins de leur famille. La promotion des femmes est donc essentielle en matière de politique sociale et de développement. Un programme de bourses per-

met aux femmes issues de familles défavorisées de suivre une formation académique ou pratique, par exemple en médecine, en pédagogie ou en commerce.



© Connexio develop

Budget total du programme 2024: CHF 120 000

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Connexio develop –
programme pays
197.5101

Contribution à une société pacifique, juste et inclusive

En République démocratique du Congo (RDC), l'Église méthodiste, qui est le principal partenaire de Connexio develop sur place, assume des fonctions sociétales importantes, notamment lorsque les struc-

tures publiques ne sont guère développées. Les hôpitaux situés dans des régions reculées permettent aux personnes d'accéder à des soins médicaux de qualité.

Dans l'est de la RDC, l'Église apporte une contribution importante à la promotion d'une coexistence pacifique entre les différents groupes de la population. À cet égard, les organisations de femmes jouent un rôle essentiel. Leur collaboration avec des organisations publiques et de la société civile est indispensable pour la pacification de la région.

Les femmes qui ont survécu à des violences basées sur le genre subissent souvent un

second traumatisme face au rejet de leur famille et de la société. Des cours leur permettent d'apprendre à lire, à écrire et à exercer une activité, afin de générer leur propre revenu. Ces nouvelles connaissances renforcent leur confiance en elles et les aident à développer de nouvelles perspectives de vie et à mieux s'intégrer sur les plans économique et social. Dans la province de Maniema, des jeunes adultes apprennent à produire des denrées alimentaires de base via des méthodes d'exploitation adaptées et constituent des groupes d'entraide. Grâce aux récoltes, leur famille et eux-mêmes bénéficient d'une alimentation plus saine, et la vente des excédents leur permet de dégager un petit revenu.

Budget total du programme 2024: CHF 320 000

HORYZON – L'ORGANISATION SUISSE DE DÉVELOPPEMENT POUR LES JEUNES

La coopération au développement de la fondation Horyzon se concentre sur le renforcement de la société civile et aide les jeunes à se construire une existence digne, indépendamment de leur appartenance ethnique, religieuse, politique, de leur genre ou de leur statut social. Les jeunes peuvent suivre des formations, trouver un emploi et s'engager activement dans le développement de la société. Horyzon a été fondée en 1969 et fait partie de l'Alliance mondiale des Young Men's/Women's Christian Associations (YMCA/YWCA). Actuellement, l'organisation intervient en Colombie, en Haïti, en Palestine, en Ouganda et au Népal.

HAÏTI

« Espace Sûr » –
Un lieu protégé
9601

Haïti est toujours plongé dans un chaos politique. L'assassinat du président, en 2021, a créé un vide de pouvoir et les bandes criminelles ont largement pris le contrôle du pays. La violence et les enlèvements sont le lot quotidien de la population. À cela s'ajoutent un système de santé défaillant, des catastrophes naturelles et une pénurie alimentaire. Outre ces conditions de vie difficiles, les violences sexistes et sexuelles sont courantes et touchent une Haïtienne sur trois.

Horyzon offre un soutien à de jeunes victimes dans un centre pour la jeunesse à proximité de la capitale, Port-au-Prince. Elles peuvent y poursuivre leur formation

et leur développement psychologique et social. Un mur entoure le bâtiment et garantit ainsi leur sécurité physique. Les filles et les jeunes femmes de 5 à 18 ans peuvent venir au centre après l'école et y bénéficier de cours de soutien. Elles acquièrent également des connaissances sur leur corps, la santé et l'hygiène. Les femmes de 19 à 35

ans peuvent participer à la «Leadership-Academy» et assister à des cours dans les domaines du droit, des finances et de la santé. Ainsi, elles pourront s'engager, dans leur métier ou en politique, pour des thèmes de société et contribuer à ce que les femmes aient une place dans la société haïtienne.



Budget total du programme 2024 : CHF 240 000

OUGANDA

« Hope Beyond Borders » –
Des perspectives pour les réfugié-e-s
9609

Ces dernières années, près d'un million de personnes ont fui la guerre civile et la crise sécuritaire persistante au Soudan du Sud pour se réfugier en Ouganda. Nombre d'entre elles vivent désormais dans les camps de réfugié-e-s de Kiryandongo et

d'Adjumani, dans le nord du pays. En raison des conditions difficiles dans les camps, des réfugié-e-s souffrent de malnutrition et les violences sexuelles sont monnaie courante. En outre, les conflits entre les différentes ethnies sont récurrents.

Le projet d'Horyzon soutient les jeunes à différents niveaux. Les victimes de violence peuvent suivre une thérapie pour apprendre à surmonter leurs traumatismes. Par ailleurs, les jeunes peuvent s'informer et échanger sur des sujets tabous tels que la

contraception, les menstruations ou la sexualité au sein de groupes de jeunes. Ils peuvent aussi participer à des cours de finances et proposer ensuite une idée entrepreneuriale ou commerciale afin d'obtenir un capital de départ. Grâce à ce large soutien, les réfugié-e-s peuvent se développer de manière autonome et ont des perspectives d'avenir. Ils peuvent ainsi contribuer activement à la promotion de la paix et de la justice au sein des camps, mais aussi dans leur pays d'origine, le Soudan du Sud.

Budget total du programme 2024 : CHF 180 000

Depuis plus de 60 ans, la MEB accompagne les personnes vivant avec une déficience visuelle dans leur développement personnel, social et spirituel. En Afrique, la MEB collabore depuis près de 30 ans à des projets de développement, ceci exclusivement au travers d'associations locales. Le travail de la MEB comprend la sensibilisation des autorités locales et de la population aux difficultés liées à la cécité, l'accès à l'éducation des enfants handicapés de la vue, l'alphabétisation des adultes en braille et l'inclusion économique et sociale des personnes atteintes d'un handicap visuel.

AFRIQUE FRANCOPHONE

MEB – Programme de réhabilitation et de développement pour les personnes handicapées de la vue

En Afrique, à cause de croyances négatives et du fait qu'on les considère comme inutiles, les personnes atteintes dans leur vision sont exclues de la société. De ce fait, beaucoup d'enfants vivant avec une déficience visuelle ne sont pas scolarisés et vivent cachés. Les adultes sans éducation sont vulnérables à de nombreuses formes d'exploitation (mendicité, prostitution, etc.). C'est pourquoi la MEB s'engage à améliorer leurs conditions de vie à travers un programme fondé sur trois axes :

Éducation

Nous voulons permettre aux enfants handicapés de la vue de développer les connaissances nécessaires pour construire leur avenir et vivre dignement. Pour cela, nous soutenons des projets d'éducation tels que la création d'écoles inclusives, dispensant un enseignement adapté aux enfants aveugles et malvoyants.

Sensibilisation et plaidoyer

Nous soutenons des projets visant à sensibiliser la population aux droits des personnes vivant avec une déficience visuelle et à défendre leurs intérêts auprès des institutions politiques et religieuses. L'objectif est d'encourager l'émergence de sociétés



plus justes et incluant les personnes vulnérables.

Inclusion économique et sociale

De nombreux adultes handicapés de la vue, sans formation et n'ayant pas eu la chance d'aller à l'école, se retrouvent en situation d'extrême précarité. Pour leur permettre de subvenir à leurs besoins, nous soutenons des projets de formations

adaptées et d'alphabétisation pour adultes. La MEB est active au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun et au Congo Brazzaville. Les associations avec lesquelles nous travaillons sur place sont composées de bénévoles. Nous soutenons des projets visant à améliorer les compétences des personnes handicapées de la vue afin de toujours mieux les servir dans leur pays.

Budget total du programme 2024: CHF 371 000

- sensibilisation aux droits des personnes handicapées de la vue et plaidoyer;
- écoles inclusives et spécialisées pour enfants aveugles;
- alphabétisation en braille pour adultes;
- inclusion économique et sociale des personnes handicapées de la vue;
- sensibilisation et prévention contre les violences basées sur le genre.



En Glapin 8
1162 St-Prex
Tél. 021 823 23 25
secretariat@sme-suisse.org
www.sme-suisse.org
IBAN CH79 0900 0000 1200 1401 1

SERVICE DE MISSIONS ET D'ENTRAIDE (SME)

Le Service de Missions et d'Entraide (SME) est l'organe de coopération et de développement de la Fédération romande d'Églises évangéliques (FREE). Il a pour objectif le renforcement des capacités des personnes, des structures ou organisations et des communautés. Il est engagé dans les domaines de l'éducation de base, de la formation professionnelle et de la formation continue du personnel des secteurs de l'éducation, de la formation et de la santé. Le SME soutient neuf projets en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie et accompagne également plusieurs volontaires qui œuvrent dans des projets.

LAOS

Centre de formation professionnelle B4LAO à Savannakhet

Les élèves des zones rurales reculées peinent à poursuivre leurs études une fois leur scolarité obligatoire terminée. Ne trouvant pas de travail, ils migrent en Thaïlande ou restent dans les villages sans perspectives d'avenir. En 2015, le SME a acheté une maison et l'a aménagée en centre de formation duale à Savannakhet, la deuxième ville du pays. Depuis 2016, 215 étudiant-e-s ont bénéficié de formations pluridisciplinaires dans les domaines suivants: menuiserie, couture, coiffure, pâtisserie, agriculture et élevage, tout en approfondissant leurs connaissances en anglais et en informatique. En 2022, 90 % des élèves ont obtenu leur diplôme au

centre B4LAO. Face à la demande croissante des jeunes d'avoir des possibilités de formation, un bâtiment est en cours de construction pour servir de local de vente et rajouter des salles de classe. Il est prévu de réfléchir à de nouvelles filières pour la période 2025-2028 (mécanique et marke-

ting digital), de renforcer le coaching post-formation et de développer les partenariats avec les entreprises locales. La réussite de ce projet se mesurera par l'intégration sociale et professionnelle des jeunes pouvant développer des activités génératrices de revenus.



Budget total du projet 2024: CHF 80 000

NÉPAL

Des pharmaciens bien formés dans l'ouest du Népal – district de Tansen

Au Népal, les grands centres urbains offrent des services de santé performants, mais qui profitent uniquement à la population aisée. Il n'y a qu'une pharmacienne ou un pharmacien pour 100 000 habitant-e-s. Ces spécialistes sont concentrés principalement dans les villes. C'est pourquoi le service public approuvant les cursus de formation au Népal a vu la nécessité de mettre en place une formation professionnelle en pharmacie au sein de la Tansen School of

Health Sciences. Il est prévu que des étudiant-e-s de première année commencent en 2024 et qu'un internat soit construit d'ici fin 2025.

La présence permanente de pharmaciens dans les hôpitaux et dans les pharmacies en province contribuera à améliorer le système de santé publique par une distribution des médicaments sûre et adéquate et une gestion professionnelle des prescriptions et des conseils donnés aux patient-e-s.

L'objectif est de former 40 pharmaciens par an sur une période de trois ans d'études. Pour un programme équilibré entre la théorie et la pratique, sept professeur-e-s à plein temps sont nécessaires.



Budget total du projet 2024: CHF 157 100



Lindenrain 5a
3012 Berne
Tél. 031 301 98 04
office@internationalbluecross.org
www.internationalbluecross.org/fr
IBAN CH36 0630 0016 9686 0950 2

CROIX-BLEUE INTERNATIONALE

Avec plus de 130 ans d'expérience, la Croix-Bleue Internationale (IBC) est spécialisée dans la protection des personnes contre les dommages causés par la consommation d'alcool. Dans ce but, l'IBC met en œuvre et promeut des programmes dans les domaines de la prévention, de la thérapie, du conseil politique et du lobbying en matière d'alcool et de drogues. Une attention particulière est accordée aux programmes de prévention destinés aux jeunes. L'IBC applique son expertise dans le monde entier et dispose d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

TRAVAIL DE PRÉVENTION DES DÉPENDANCES AVEC LES ENFANTS ET LES JEUNES EN AFRIQUE

000.4201

L'alcool nuit au développement durable

Dans de nombreux pays, l'alcool constitue un obstacle de taille au développement sociétal durable visé par l'Agenda 2030. La consommation d'alcool nuit à la santé, à la vie sociale et à l'accès des jeunes à l'éducation et à l'emploi. Afin de lutter contre ce problème, l'IBC mène un programme de prévention avec des partenaires locaux: depuis 2013 au Tchad et en République démocratique du Congo, depuis 2018 au Togo et depuis 2020 en Tanzanie. Ce programme s'appuie sur trois composantes

principales: l'éducation des jeunes pour des choix de vie sains et une formation aux méthodes de prévention pour que les jeunes sensibilisent leurs pairs; la mobilisation des communautés locales afin qu'elles exercent leur droit à la liberté d'expression et à la participation politique, en vue de mieux protéger les jeunes des effets nocifs de la consommation d'alcool; la création d'un meilleur cadre politique en matière d'alcool pour mieux protéger la population et garantir des changements durables.

Budget total des projets et des programmes 2024 dans les quatre pays : CHF 590 000



Josefstrasse 34 | 8005 Zurich
Tél. 044 447 44 00
info@tearfund.ch | www.tearfund.ch
IBAN CH49 0900 0000 8004 3143 0

TEARFUND SUISSE – VOIR AVEC LE CŒUR, AGIR DE MANIÈRE PROFESSIONNELLE

L'objectif de TearFund Suisse est que les familles des pays du Sud puissent sortir de la précarité extrême et vivre en toute sécurité et dans la dignité. TearFund Suisse favorise un développement durable et global via l'éducation, la promotion de la santé, la création de revenus et fournit une aide humanitaire. L'organisation soutient les personnes indépendamment de leur appartenance ethnique, culturelle ou religieuse.

MALAWI

Récolter et économiser de manière durable

Les familles paysannes du Malawi sont particulièrement touchées par la pauvreté. Les périodes de sécheresse et les inondations détruisent les récoltes et elles se retrouvent sans ressources pour se nourrir, acheter des

semences et scolariser les enfants. Afin d'augmenter leurs récoltes et leurs revenus, plus de 1000 familles appliquent de nouvelles méthodes de culture écologiques, ainsi que l'irrigation des champs. Elles sont formées à la culture maraîchère, à l'arboriculture fruitière, à l'élevage et acquièrent des compétences financières et entrepreneuriales. Elles placent l'argent gagné dans

un groupe d'épargne et de crédit, afin d'acheter du bétail, des semences ou de payer l'écolage des enfants. Des jeunes apprennent à créer leur entreprise et à vendre des produits ou des services.

Budget total du projet 2024 :
CHF 400 000

CAMPAGNE ECUMÉNIQUE

UGANDA

L'eau, c'est la vie

À Kabale, femmes et enfants mettent jusqu'à quatre heures par jour pour aller chercher de l'eau dans la vallée. Cette eau suffit à peine pour boire, cuisiner, laver et

irriguer les champs. Les récoltes sont donc maigres. Avec notre partenaire local, la population participe au captage de l'eau et à l'installation de conduites pour acheminer l'eau jusqu'aux villages. Des fontaines fournissent de l'eau fraîche. Des réservoirs d'eau de pluie sont construits dans les zones difficiles d'accès. Ainsi, les enfants n'ont plus à

porter des bidons d'eau et peuvent aller à l'école. Leurs parents peuvent cultiver leurs champs, améliorer leurs récoltes et nourrir leur famille.

Budget total du projet 2024 :
CHF 250 000

CAMPAGNE ECUMÉNIQUE

SOUTENEZ LES ŒUVRES DES ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES RÉFORMÉES DE SUISSE !



EPER – Entraide Protestante Suisse
Siège romand | Chemin de Bérée 4A
Case postale 536 | 1001 Lausanne
Tél. 021 613 40 70
eglises@eper.ch | www.eper.ch

Coordonnées bancaires
IBAN CH61 0900 0000 1000 1390 5



DM
Ch. des Cèdres 5
1004 Lausanne
Tél. 021 643 73 73
info@dmr.ch | www.dmr.ch

Coordonnées bancaires
IBAN CH08 0900 0000 1000 0700 2